

Répression antisyndicale en Tunisie

Bas les pattes devant l'UGTT!

La bataille décisive est engagée entre le régime de Bourguiba et l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Le 21 janvier, la police a occupé, puis remis aux "comités provisoires" -- les sbires du Parti destourien -- les trois derniers locaux de l'UGTT à Tunis. Dans le même temps, le régime a occupé les bureaux d'El Chaab, le quotidien du syndicat. Depuis le 31 décembre, Habib Achour, le secrétaire général de l'UGTT, et des dizaines de syndicalistes sont en prison.

La direction de l'UGTT menace de riposter. Mais depuis l'été dernier, ces bureaucrates ont reculé devant chaque attaque du gouvernement Mzali. Pourtant, cette offensive calculée de la bourgeoisie vise à mettre l'UGTT sous la botte du régime destourien. Car cette confédération est unique dans le Maghreb par sa puissance organisationnelle et par son histoire d'indépendance vis-à-vis des nationalistes bourgeois du Destour. Bien que sa direction bureaucratique procapitaliste la lie politiquement

au régime, l'UGTT n'a jamais été une simple courroie de transmission du parti régnant.

L'AGONIE MEURTRIERE DE BOURGUIBA

Déjà, en janvier 1978, après l'appel à la grève générale de l'UGTT qui a été l'étincelle pour un soulèvement populaire contre Bourguiba, le régime a tenté de caporaliser le syndicat. Le retour

Suite page 10



Sygm
Habib Achour, le secrétaire général de l'UGTT emprisonné

Assez de collaboration de classe!

Gouvernement ouvrier!

12 février -- A un mois des élections législatives, c'est aujourd'hui l'heure des bilans.

Le bilan des "années Mitterrand", c'est Fabius lui-même qui l'a établi en une formule lapidaire: le "sale boulot" pour le compte de la bourgeoisie. Avec les résultats que l'on connaît: démantèlement de pans entiers de la classe ouvrière industrielle, montée de la terreur raciste et de la discrimination raciale, agression contre les acquis sociaux. Sans oublier le "sale boulot" à l'extérieur: campagnes antisoviétiques virulentes de la diplomatie mitterrandesque (euromissiles, Afghanistan, Pologne, etc.), interventions militaires au Tchad et au Liban, soutien aux despotes néo-coloniaux à la solde de l'impérialisme français en Afrique et, pour couronner le tout, l'attentat terroriste contre le *Rainbow-Warrior* (perpétré par les barbouzes de la DGSE sur ordre du gouvernement) et, dernièrement, l'"asile politique temporaire" accordé au tyran Duvalier dans le cadre d'une magouille franco-américaine visant à prévenir une révolution à Haïti.

OUVRIERS DU PCF ET DE LA CGT, VOULIEZ-VOUS CELA?

Pour les ouvriers conscients qui refusent d'accepter ce cauchemar, il ne saurait être question de porter leurs suffrages sur les candidats des partis réformistes qui sont les organisateurs du désastre, y compris le PCF. Il cherche maintenant à camoufler ses traces dans une grande campagne où il prétend se présenter comme le parti défendant les travailleurs contre la droite et la politique gouvernementale, alors qu'il se prépare en fait à une autre opération de collaboration de classe.

A l'automne 80, Marchais avait

fait de la formule "Trois fois ça suffit!" le thème central de sa campagne pour les présidentielles; il allait de meeting en meeting expliquer que l'alliance n'avait pas marché en 1936, en 1944 et qu'en 1972 l'accord de programme commun visait à affaiblir le PCF. Il se présentait comme le candidat anti-Giscard et en opposition à Mitterrand. Il faut dire que ce dernier l'avait rejeté dans le ghetto de la nouvelle guerre froide. Bien sûr, il n'avait pas abandonné sa stratégie front-populiste d'union de la gauche, mais sa campagne permettait aux ouvriers qui ne faisaient avec raison aucune confiance à l'antisoviétique Mitterrand d'exprimer leur indépendance de classe. C'est pourquoi la Ligue trotskyste avait envisagé d'appeler à voter PCF, jusqu'à ce que l'atrocité du bulldozer de Vitry contre les immigrés nous en empêche. Vitry et la campagne "antidrogue" (et c'étaient les immigrés qui étaient visés) qui s'ensuivit étaient destinés à donner un gage de sa "responsabilité" au PS et à la bourgeoisie.

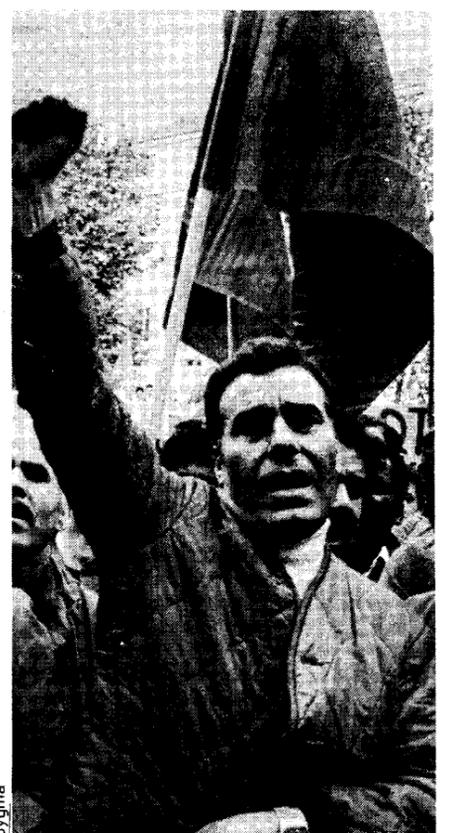
Et, le 23 juin 1981, Marchais signera finalement l'infâme accord de gouvernement -- la "quatrième fois" -- où il promettait "une solidarité sans faille" au gouvernement et dans les entreprises; et il passait sous les fourches caudines de l'antisoviétisme en appelant, entre autres, au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. On connaît la suite...

Les militants et les ouvriers du PCF, qui rasaient les murs et baisaient la tête pendant toutes ces années où Marchais allait répétant que l'union de la gauche était la seule solution possible, ont poussé un soupir de soulagement quand "leurs" ministres sont sortis du gouvernement. Ils pouvaient croire que le temps des compromissions était fini. Marchais ne s'attaquait-il pas aux "liqui-



Sygm
Le gouvernement Mitterrand est antiouvrier, anti-immigré, antisoviétique. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement ouvrier.

dateurs", les Juquin et autres Rigout qui voulaient coûte que coûte s'accrocher au bateau mitterrandesque en perdition? Mais justement, cette "bataille" du XXV^e congrès du PCF n'était destinée qu'à prévenir une autre bataille, celle qu'auraient pu légitimement lancer les militants qui avaient accueilli avec espoir le "Trois fois ça suffit!" et qui auraient demandé des comptes à leur direction. Et Marchais est arrivé avec sa fameuse formule algébrique: le "nouveau rassemblement populaire



Sygm

majoritaire". Même si cette perspective apparaissait lointaine et vague, c'était là la réaffirmation de la stratégie des fronts populaires, des alliances de collaboration de classe pour la gestion loyale du capitalisme français; le changement apparent de "ligne" n'était en réalité que l'adoption d'un autre ton pour expliquer et donner une cohérence factice à la situation dans laquelle le PCF s'est retrouvé: une fois encore isolé.

La direction du PCF fait-elle
Suite page 8

La LCR en détresse

La LCR voit approcher avec effroi la fin d'une période de son histoire révisionniste. Le gouvernement bourgeois de coalition dans lequel elle avait placé tous ses espoirs, le gouvernement Mitterrand, est en passe de subir une cuisante défaite. Pendant plus de dix ans, au rythme des élections, la LCR a mené campagne sur campagne pour mettre Mitterrand au pouvoir. Ces gens ont fustigé le PCF pour "briser l'unité" quand celui-ci était rejeté dans le "ghetto", de 77 à 80. Ils ont crié victoire le 10 mai 1981 et se sont proclamés la "troisième composante ouvrière" du front populaire de guerre froide. Et ils essaient maintenant de nous faire oublier tout cela.

La LCR, en plein désarroi, cherche à s'accrocher désespérément à une "alternative à gauche de la gauche" en compagnie des débris du PSU social-démocrate et des restes d'un mouvement écologiste, dont on ne voit d'ailleurs pas tellement la raison d'être puisque le gouvernement Mitterrand a pas mal "dépollué" en détruisant des industries entières. Le dernier congrès de la LCR, après de laborieux débats, avait décidé de proposer des listes communes à Lutte ouvrière pour les élections législatives de mars. Hélas! à peine les votes de tendances enregistrés, LO refusait, à juste titre, de se retrouver en compagnie de la LCR et de sa ménagerie de zombis politiques, dont un certain nombre

se trouve clairement à l'extérieur du mouvement ouvrier.

Voilà donc l'organisation de Krivine replongée dans une crise existentielle aggravée par l'incapacité de son congrès à désigner une direction majoritaire stable. Toute son histoire de capitulation devant les illusions mortelles du front populaire se retourne maintenant contre la LCR et lui mord sauvagement la nuque.

Les forces centrifuges à l'oeuvre dans cette organisation risquent de s'accroître. En effet, son comité central a décidé d'ouvrir un débat sur la nature de l'URSS et des pays de l'Est. Quand on sait vers quels rivages les vents de la guerre froide ont poussé cette organisation, on peut sans peine imaginer son paysage politique interne: à force d'habituer des centaines de militants à jouer les garçons de course pour les cléricaux-nationalistes de Solidarnosc ou à se retrouver du même côté de la barricade que les rebelles afghans -- grands massacreurs d'institutrices devant Allah et financés par la CIA au même titre que les *contras* nicaraguayens --, on finit par créer un micro-climat propice au développement des tendances capitalistes d'Etat. Entre d'un côté les "mandéliens", qui nient toute évidence l'existence même d'une guerre froide et qui repoussent les tâches de défense de l'URSS aux cinq minutes qui s'écouleront entre le départ des missiles impérialistes et la vitrification nucléaire

de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, et de l'autre côté les Johsua et autres Lequenne pour qui l'Union soviétique n'est pas un Etat où subsistent encore des acquis de la Révolution de 1917, ce débat risque fort de faire éclater tout l'édifice -- si toutefois quelqu'un est assez principal pour en tirer les conclusions logiques.

Encore qu'il leur soit toujours possible d'enterrer la pomme pourrie de leur discorde pour continuer à courtiser allègrement les euro-communistes et autres sociaux-démocrates -- comme ceux de la CFDT -- et à se retrouver bras dessus, bras dessous dans les manifestations anticommunistes devant une ambassade polonaise ou soviétique, juste un tout petit peu gênés de côtoyer des réactionnaires enrégés hurlant "Mort aux bolchéviks!"

Mais ce ne serait que partie remise, comme le montre l'état déplorable du regroupement international qui s'intitule (fort mal à propos) "Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale" et qui est engagé dans un processus de décomposition, principalement autour de la question russe. Le SWP, sa section américaine (pour combien de temps encore?) a abandonné publiquement le trotskysme et la théorie de la révolution permanente pour mieux suivre Castro. Le SWP australien, quant à lui, a poussé son abandon du programme trotskyste à sa conclusion logique: il a rompu avec le

SU en reprenant à son compte les calomnies stalinienne justifiant l'assassinat des trotskystes vietnamiens. En Allemagne de l'Ouest, le GIM est en train de fusionner avec un groupe maoïste, preuve que la stalinophobie à la mode pseudo-trotskyste peut fort bien s'accommoder de la théorie du "capitalisme d'Etat", qui fait de l'URSS un ennemi aussi dangereux que l'Oncle Sam. Et bien sûr, pour célébrer ces noces antisoviétiques, le GIM coupera ses liens avec l'"internationale" de Mandel. Pour en finir (provisoirement) avec ce tour d'horizon, notons que la section britannique vient d'éclater, laissant un minuscule groupe mandélien séparé d'une majorité profondément enfouie dans le Parti travailliste.

La question russe et la lutte contre les fronts populaires sont les deux pierres de touche du trotskysme. Malheur à ceux qui capitulent devant les forces étrangères au léninisme, la social-démocratie et/ou le stalinisme. En matière de politique révolutionnaire, le crime ne paie pas! La construction dans ce pays et internationalement d'un véritable parti trotskyste exige de démasquer les usurpateurs qui ont fait du vocable trotskyste, le marxisme de notre époque, un synonyme de social-démocrate dans l'esprit de maints travailleurs influencés par le stalinisme, ce fossoyeur de révolutions. Pour la renaissance de la Quatrième Internationale!

Nous reproduisons ci-dessous la lettre d'une camarade qui annonce sa démission de la LCR, après cinq ans passés dans cette organisation, pour rejoindre la Ligue trotskyste à Rouen.

* * * * *

Rouen, le 10 janvier 1986

Camarades,

Voilà à peu près cinq ans, j'adhérais à la LCR sur une base programmatique des plus floues: j'étais convaincue qu'il fallait balayer le capitalisme et je voulais faire quelque chose à cet effet. A ce moment-là, ma conception de l'extrême gauche était celle d'une grande famille où, d'une organisation à l'autre, seules les méthodes changeaient. La LCR prônait l'unité... Ma vision de l'extrême gauche était telle que je ne pouvais qu'approuver ces affiches où s'inscrivait le mot d'ordre suivant: "Pour battre la droite, unité PS-PC"... C'était une méthode, mais la méthodologie est inhérente au programme. Alors, était-ce un bon programme? La dynamique qui devait être enclenchée par "la victoire du 10 mai 81" n'est guère probante aujourd'hui. Après cinq ans de front populaire, où en est la dynamique révolutionnaire et qu'en est-il de la victoire? Montée du Front national, terreur raciste, attaques répétées contre les travailleurs: où se situe la victoire de la classe ouvrière dans tout cela? Je n'en vois pas: la LCR a encouragé les illusions sur un gouvernement qui s'avouait ouvertement pour la collaboration de classes; la base, tant du PS que du PC, était censée demander des comptes sévères à sa direction. Aujourd'hui, cette même base est bien souvent démoralisée et ne sait vers qui se tourner. Dans le même temps, Le Pen, lui, s'est trouvé un auditoire en s'appuyant sur la campagne raciste et antisoviétique du gouvernement... La LCR cherche à créer une alternative, mais un parti révolutionnaire ne doit-il pas se poser en tant qu'alternative à part entière? En effet, qu'avons-nous à faire d'une alliance avec le PSU, les Verts et autres? Nous savons très bien qu'à la moindre question programmatique de fond qui sera

Démission de la LCR

posée, ces comités "anticapitalistes à la gauche de la gauche" voleront en éclats. A moins que... à moins que quelqu'un cède du terrain pour maintenir une unité qui repose sur du vent. C'était, je crois, la ligne de Pablo et je pensais que la LCR avait rompu avec le pablisme? En 80, même petits, nous aurions pu donner un soutien très critique au PC (et ce, bien sûr, avant Vitry) quand celui-ci a pendant un moment envisagé de se présenter sur une ligne d'indépendance de classe (même si c'était là la tactique d'un parti réformiste pour regrouper ses ouailles). L'unité: oui, mais sur quelle base, à quel moment, avec qui et pour quoi faire? Voilà une question à laquelle j'aimerais que la LCR me réponde. A mon avis, l'unité n'est plus sacro-sainte quand elle entraîne la liquidation des contenus programmatiques d'une organisation. De plus, pour des révolutionnaires, le terrain parlementaire ne doit pas être le terrain privilégié de la lutte des classes, si ce n'est pour faire connaître son programme. Je considère aujourd'hui qu'en 81 la LCR a mis en place non pas "une tactique de front unique" mais bien plutôt une "stratégie de front populaire". Qu'on me dise alors dans lequel de ses écrits Trotsky a soutenu une telle politique...

En 81, la LCR a donc contribué à mettre en place le gouvernement Mitterrand: un gouvernement non seulement de front populaire (du style de celui de Kerenski pendant la Révolution de 17) mais aussi violemment antisoviétique. Mitterrand n'avait-il pas reproché à Giscard sa mollesse par rapport à l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan? Camarades, une question doit être posée: sommes-nous en période de guerre froide? Pour ma part, je réponds oui: la course aux armements est effrénée, "la guerre des étoiles" à l'ordre du jour et je n'ai aucune confiance dans une hypothétique sagesse de la bour-

geoisie quant à la destruction d'une partie de la planète. L'impérialisme n'a pas lésiné sur la démonstration de force à Hiroshima par exemple... Qu'y a-t-il en URSS à gagner et à supprimer pour l'impérialisme: reconquérir des marchés d'une part et d'autre part détruire l'économie planifiée mise en place en 1917 par un réel gouvernement ouvrier (dangereux exemple pour l'impérialisme...). Et nous, révolutionnaires, ne devons-nous pas nous poser en fervents défenseurs des acquis d'Octobre (si tant est qu'on considère qu'il en reste, bien sûr!)? Trotsky, dans *Défense du marxisme*, n'a-t-il pas souligné que celui qui est incapable de défendre les conquêtes passées ne peut en faire de nouvelles?

Prenons l'Afghanistan. La LCR a tergiversé quant à la position à avoir pour finalement se retrouver du côté de sa bourgeoisie, du côté de l'impérialisme. Ce pays, ne l'oublions pas, a quand même la bagatelle de 1600 km de frontières avec l'URSS. Qui soutenait les "combattants de la liberté", ces islamistes forcés qui ont pris les armes quand le PDPA [Parti démocratique du peuple d'Afghanistan] a décidé de baisser le prix des femmes, de mettre en place une réforme agraire et une campagne d'alphabetisation!! Ils étaient soutenus par la CIA. Dans ces conditions, l'URSS n'a pas été directement attaquée, soit, mais la question de sa défense se pose quand même, car, en effet, pouvait-elle se permettre d'avoir à ses frontières un pied-à-terre de l'impérialisme américain? De plus, quel est-il ce peuple afghan? L'Afghanistan, dont tout le monde se fichait éperdument avant l'intervention soviétique, est un Etat tampon peuplé par bon nombre de tribus (Ouzbeks, Pachounes, ...) qui aujourd'hui luttent les unes contre les autres. Qui va s'autodéterminer dans tout cela? Il n'est évidemment pas question pour la bureaucratie

stalinienne d'exporter la révolution mais tout simplement d'avoir un pays frontalier qui lui soit acquis; pour les mollahs, il est question de maintenir le pays dans l'arriération islamique. Déjà en tant que femme je n'ai aucun mal à choisir mon camp, car je sais ce que me réservent ces "Khomeiny en puissance" et en tant que trotskyste, en l'absence de prolétariat, je suis du côté progressiste, donc du côté de l'Armée rouge. Il n'y a pas de place pour une position de troisième camp dans ce conflit (Cf. la Finlande dans *Défense du marxisme*) ...

Et la Pologne. Impressionnant mouvement de masse que Solidarnosc. Mais dès le premier congrès, nous savions que la direction de Solidarité était profondément réactionnaire, preuves en sont la place de hauts dignitaires de l'Eglise dans la direction et la révélation de *Liberation* sur les dollars qu'Irwing Brown a généreusement dispensés à Solidarité. C'est

Suite page 8

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartakiste internationale, pour reforgier la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Jean Thimbault.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:
• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10
Téléphone: (1) 42-08-01-49
• Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex
Téléphone: 35-71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Elections législatives 86

Soutien critique à Lutte ouvrière

Le 14 février -- Dans les élections législatives actuelles, tous ceux qui veulent lutter contre l'austérité capitaliste, ses inévitables compagnons -- la terreur raciste et la montée du fascisme -- et la course à la guerre impérialiste antisoviétique ne trouveront aucune solution chez le PS et le PCF, les deux partis réformistes du front populaire -- la collaboration de classe antiouvrière. Ce qu'il nous faut, c'est un outil de lutte révolutionnaire: un parti trotskyste d'avant-garde, tribun de tous les opprimés.

La meilleure façon d'exprimer la nécessité de l'indépendance de classe prolétarienne dans ces élections n'est pas l'abstention, mais un vote pour les listes de Lutte ouvrière. La Ligue trotskyste, qui ne peut pas présenter de candidats, accorde son soutien à Lutte ouvrière parce que cette organisation, après cinq ans de sale boulot du front populaire de Mitterrand, refuse de voter pour le PS et le PCF.

Mais ce n'est qu'une partie de la responsabilité des révolutionnaires dans ces élections. Le programme réformiste de LO (du genre "Les entreprises doivent vivre, les travailleurs aussi") signifie qu'elle refuse de se battre pour arracher les ouvriers des griffes de leurs directions réformistes -- une tâche posée à brûle-pourpoint par sa prise de position dans ces élections même! LO ne met au centre de sa campagne ni la question brûlante de l'oppression raciale de la population immigrée,

ni la campagne de guerre froide anticommuniste et antisoviétique -- thèmes réactionnaires repris par le front populaire et sur lesquels la réaction joue pour revenir au pouvoir. LO se garde bien de s'attaquer directement à ce consensus anti-immigré et antisoviétique en se cachant derrière les préoccupations immédiates de la classe ouvrière; la tradition du spontanéisme économique dénoncé par Lénine dans *Que faire?*: "La lutte est désirable si elle est possible; est possible celle qui se livre en ce moment." Le Parti bolchévique a été forgé dans une lutte impitoyable contre ce genre

de capitulation. Notre soutien électoral aux listes de LO ne peut avoir qu'un contenu programmatique sévèrement critique.

L'axe de la campagne électorale s'étant réduit, dans le miroir déformant des médias bourgeois, aux jeux de coalitions -- qui gouverne avec qui? --, nous ne pouvons qu'être d'accord avec la déclaration de LO que "le problème pour la classe ouvrière n'est pas de voter pour les uns ou pour les autres de ceux qui, lorsqu'ils ont des postes, de députés ou de ministres; les mettent au service de la bourgeoisie" (*Lutte Ouvrière* n°919, 11 janvier).

A la question posée par LO "Marchais veut plus de voix... pour le parti qui critique le gouvernement ou pour celui qui l'a cautionné?", il faut répondre sans ambiguïté: Marchais l'a dit, il reste "disponible" pour participer à un nouveau front populaire. Sa campagne pour un vote uniquement "contre la droite" constitue une promesse tacite de soutien parlementaire au PS, une coalition de coulisse.

La solution n'est pas, comme dit LO, de "voter le plus à gauche possible". Sinon, les divergences entre les listes d'"extrême gauche" reviendraient à de stériles querelles de boutiques. Nous votons pour tirer une ligne de classe, contre les partis qui veulent gouverner avec, et pour, la bourgeoisie. Ce qui signifie: aucune voix pour le Mouvement pour un parti des travailleurs, fanatique du parlement bourgeois et conseiller de Mitterrand sur la meilleure manière d'éviter des explosions sociales. Et aucune voix non plus pour la LCR qui reste la cinquième roue du front populaire. Elle s'attache aux cadavres politiques "autogestionnaires" et écologistes, appelle à voter PC et PS dans les départements où il n'y aura ni ses propres candidats ni de "listes unitaires" et ne veut "rien faire qui puisse aider la droite à revenir au pouvoir" (*BI*, décembre 1985). Voter pour la LCR, c'est aussi approuver ses descentes dans la rue en décembre dernier aux côtés des anticommunistes de la CGC, des Glucksmann et Cie contre Jaruzelski, en

Suite page 9



La propagande de "bon sens" de LO: une manière de ne pas donner de perspective programmatique aux travailleurs conscients.

1886: l'indépendance ouvrière au parlement

Le 26 janvier 1886, les mineurs de Decazeville, dans l'Aveyron, s'étaient mis en grève contre les salaires de misère, les filouteries des patrons et l'insuffisance des mesures de sécurité. Le régisseur de la mine, un nommé Watrin, avait été défenestré par les ouvriers en colère. Cette grève était devenue immédiatement un événement politique, provoquant le 11 février un débat à la Chambre des députés, débat où s'illustra le député Basly, ancien mineur élu sur une liste du Parti radical -- parti qui formait alors l'opposition bourgeoise d'"extrême gauche", anticléricale et à rhétorique "socialiste" -- et qui a rompu avec les radicaux. Depuis Londres où il s'était installé, un témoin de marque avait suivi toute cette affaire: Friedrich Engels. Le 15 février 1886, il écrivait au socialiste allemand August Bebel: "Venons-en maintenant à la France. Il s'y est passé la semaine dernière une histoire qui fait époque: la constitution à la Chambre d'un parti ouvrier. Ils ne sont que trois, auxquels s'ajoutent deux radicaux, mais c'est là un début et la rupture est totale.

"Basly (on prononce Bali), mineur puis aubergiste (il avait fait l'objet de sanctions) d'Anzin, a fait une enquête sur place à Decazeville sur le massacre de l'infâme régisseur des mines Watrin. A son retour, il en a tout d'abord rendu

compte au cours d'un grand meeting qui s'est tenu le 7 à Paris et qui a vu la déconfiture des radicaux de la Chambre. Jeudi [le 11 février], il a interpellé le gouvernement à la Chambre dans un discours remarquable. Toute l'extrême gauche l'a laissé en plan. Seuls les deux autres ouvriers, Boyer (de Marseille, ex-anarchiste) et Camélinat (ex-proudhonien, réfugié à l'étranger après la Commune), l'ont soutenu, sinon il s'est encore trouvé Clovis Hugues et Planteau pour applaudir, les autres radicaux extrémistes étant comme frappés par la foudre en voyant cette première manifestation hardie et autonome du prolétariat français à la Chambre" (Marx/Engels et la Troisième République (1871-1895), éditions sociales).

L'enthousiasme du vieil Engels était bien compréhensible. Une des grandes leçons que lui et Marx avaient tirées de l'expérience héroïque et tragique de la Commune de Paris, en 1871, c'était que pour vaincre, le prolétariat doit se constituer en parti politique indépendant et refuser de se subordonner à l'aile "gauche" de la bourgeoisie -- que ce soient les "démocrates petits-bourgeois", stigmatisés en son temps par Marx, ou les Mitterrand d'aujourd'hui.

De plus, dans cette affaire, leur attitude principielle et intran-

sigeante avait permis à la poignée des députés ouvriers d'arracher plus que toutes les concessions imaginables que l'"extrême gauche" bourgeoise aurait jamais pu obtenir: "L'interpellation de Camélinat sur Decazeville", écrivait Engels le 18 mars, a provoqué un débat de trois jours, 7 ordres du jour avec considérants ont été refusés samedi [le 13 mars], jusqu'à ce qu'enfin ces Messieurs les radicaux et le gouvernement s'entendent sur une résolution, inouïe dans l'histoire parlementaire française, qui a été adoptée lundi: la Chambre, assurée que le gouvernement proposera toutes les améliorations nécessaires dans la législation sur les mines et que les droits de l'Etat et les intérêts du travail guideront son action à Decazeville, passe à l'ordre du jour.

"Les droits du travail... c'est la première fois que cela arrive" (*Ibid.*)

Mais le principal, pour Engels, n'était cependant pas là. Le 16 février, il écrivait à Paul Lafargue, dirigeant socialiste français et gendre de Marx: "Je vous félicite. La séance du 11 de la Chambre française est un événement historique. La glace -- la toute-puissance parlementaire des radicaux -- est rompue et peu importe que ce soient trois ou trente qui ont osé la casser. Et c'était cette superstition chez les ouvriers

parisiens, cette croyance qu'en allant au-delà des radicaux on mettrait en danger la République ou du moins on ferait le jeu des opportunistes en divisant le parti révolutionnaire", qui faisait la force des radicaux.

"C'est la défaite définitive du socialisme utopique en France [...]. Ce vieux socialisme français, le 11 février, a été écrasé par le socialisme international d'aujourd'hui. 'Misère de la philosophie!'" (*Ibid.*)

Et le 15 mars, Engels écrivait, cette fois à Laura Lafargue: "A mon sens, cette apparition d'un parti ouvrier au Palais Bourbon est le grand événement de l'année. La chape est maintenant rompue sous laquelle les radicaux avaient réussi jusqu'à présent à étouffer les masses laborieuses de France" (*Ibid.*)

Cent ans après que ces lignes eurent été écrites, la bourgeoisie a une autre "chape", plus sophistiquée, pour étouffer le prolétariat de ce pays avec la complicité des dirigeants réformistes du PCF, du PS et des syndicats. C'est le front populaire sous ses différents avatars -- Union de la gauche, gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman, "unité contre la droite". Et il faudra un nouveau parti révolutionnaire, un parti léninistrotrotskyte, pour briser cette chape-là.

Le PCF de la Libération au coup d'Etat de de Gaulle

Les fruits amers

de la cohabitation de 1944-47

Encore une fois, les dirigeants du PCF appellent les travailleurs à "rééquilibrer la gauche" pour que ce parti puisse rentrer dans un nouveau gouvernement de collaboration de classe. Il faut, disent-ils, un PCF fort pour que ça marche. Mais en 1944 le PCF était le "premier parti de France" dans une coalition, et ça n'a pas "marché" non plus. Le front populaire de 1944-1947 est donc un test clé, car le PCF était effectivement à son apogée, le seul parti à être sorti intact de la guerre, fort de 800 000 adhérents et de plus d'un quart de l'électorat, auréolé en plus du prestige de Stalingrad.

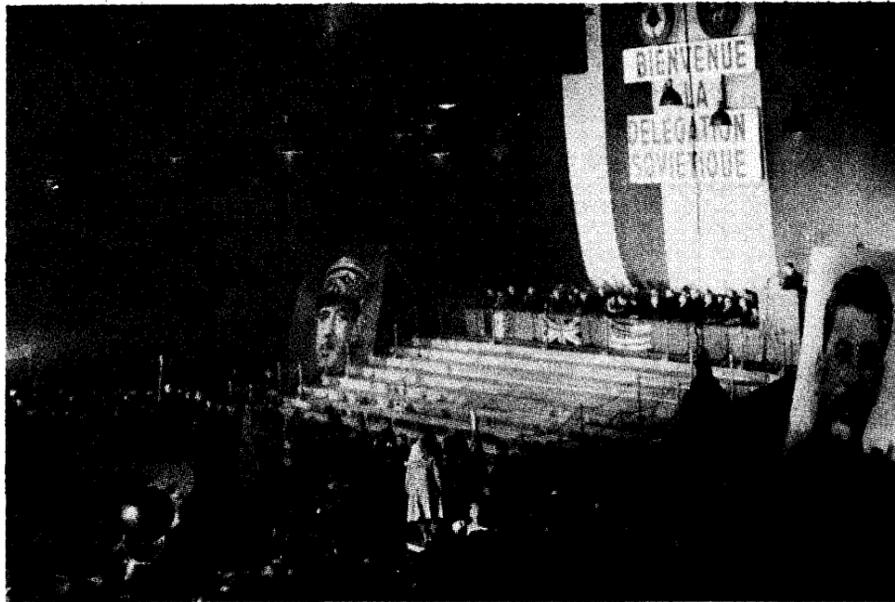
Mais ce parti a été de compromis en compromis avant d'être éjecté sans gloire du gouvernement en 1947. Ainsi, il s'est retourné contre les masses -- censées appuyer ses "avancées démocratiques" à l'extérieur du gouvernement -- en les désarmant et en brisant les grèves ouvrières. Son programme utopique de "démocratisation" de l'Etat bourgeois s'est avéré une couverture à l'austérité capitaliste et aux massacres colonialistes. L'éclatement du gouvernement tripartite (car nos actuels pourfendeurs de la "cohabitation" veulent faire oublier que le PCF a gouverné avec de Gaulle, puis avec les "démocrates chrétiens" du MRP, et pas seulement avec les sociaux-démocrates) a conduit à une décennie d'instabilité gouvernementale et finalement au coup d'Etat gaulliste de 1958.

"UN SEUL ETAT, UNE SEULE POLICE, UNE SEULE ARMEE"

En 1944, la bourgeoisie était dans une situation désespérée. L'Occupation l'avait déchirée en deux camps. Ses vieux partis étaient discrédités. Les cadres de sa domination étaient brisés. Les masses étaient armées et leur volonté de transformation sociale se manifestait par une vague d'adhésions aux partis ouvriers et à la CGT.

La politique de ces deux partis réformistes fut l'inverse exact de ces aspirations. Les historiens du PCF ne cessent pas de nous répéter qu'un double pouvoir comme celui de la Russie de 1917 n'existait pas. Cependant, l'effondrement de Vichy laissait un vide et il aurait fallu reconstruire l'Etat bourgeois.

Certes, les comités de gestion qui remettaient en marche des usines



Quand le PCF cohabitait avec de Gaulle -- avec la bénédiction de Staline.

étaient éparpillés. Ils n'étaient que des embryons fragiles du contrôle ouvrier, et ils étaient souvent motivés par l'épuration des patrons collaborateurs. Tout comme les milices populaires ("patriotiques"), qui avaient déjà été livrées à de Gaulle et à son état-major bourgeois. Les comités départementaux de la Libération n'étaient pas des soviets ouvriers, car ils incorporent souvent des éléments bourgeois de la Résistance. Mais aucun Etat bourgeois ne peut tolérer de voir les masses en armes. Faute de devenir de véritables organes du pouvoir ouvrier, en rompant avec l'union sacrée autour de de Gaulle, les milices et les comités issus de la Libération étaient condamnés à disparaître. C'est pourquoi les trotskystes expliquaient: "La meilleure façon de défendre ces milices, c'est d'en faire de véritables milices ouvrières" (*la Vérité*, 15 novembre 1944). Cette possibilité était réelle; c'est pourquoi un historien du PCF justifie ainsi leur dissolution: "La lutte du Parti communiste français pour la reconnaissance du rôle de ces comités et milices comportait des risques évidents de débordement, de dérapages, ravivant les illusions révolutionnaires de certains de ses membres" (Jean-Paul Scot, "Stratégie et pratiques du PCF 1944-1947", *Le PCF étapes et problèmes 1920-1972* [1981]).

Le PCF devait donc abandonner son face à face avec de Gaulle. L'alliance de la bureaucratie soviétique stalinienne avec les impérialistes occidentaux comportait certains devoirs, et c'est particulièrement à Thorez qu'il revint de le faire comprendre.

Son rapport au comité central du 21 janvier 1945 a le mérite d'une franchise brutale: "Sans discipline, pas d'armée. Pour faire régner la discipline la plus stricte, il convient de constituer une véritable armée nationale, d'en finir avec les formations séparées et parfois antagonistes, d'unifier vraiment de bas en haut et de haut en bas en assurant l'unité du commandement" (*S'unir, combattre, travailler*). Ainsi, grâce au PCF, qui, seul avait l'autorité d'imposer la dissolution des milices, de Gaulle pouvait reconstituer l'armée des sales guerres coloniales, récupérer les gardes mobiles de Vichy et constituer les CRS, les briseurs de grève de 47. Et il en était reconnaissant: "Dès lors qu'au lieu de la révolution, les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire, la société court moins de risques. Partout où je paraîtrai, leurs représentants seront là pour me rendre hommage. Quant à Thorez, tout en s'efforçant de faire avancer les affaires du communisme, il va

rendre en plusieurs occasions service à l'intérêt public" (*Mémoires de guerre*, tome 3). Toutes les querelles que le PCF a eues avec de Gaulle ne concernaient que le prix de cet "hommage". L'essentiel -- le désarmement de la classe ouvrière -- avait été fait! Les deux partis ouvriers possédaient une majorité parlementaire absolue, mais les "socialistes" insistaient pour des gouvernements présidés par le MRP, même après le départ de de Gaulle en janvier 1946. Le PCF, "premier parti de France", n'obtenait ni la présidence ni un des trois grands ministères (Défense, Intérieur, Affaires étrangères), mais il se soumettait, après des protestations de pure forme, "Unité" oblige... Les trotskystes, s'adressant aux ministres du PCF et de la SFIO, commentaient ces jeux de passe-passe: "Ce gouvernement, vous ne le contrôlez pas. Vous n'êtes que des otages, destinés à tromper les masses populaires sur son caractère réel!" (*la Vérité*, 23 mars 1945).

L'appel des trotskystes à rompre la coalition de collaboration de classe, à constituer un gouvernement des partis ouvriers et de la CGT, ne voulait pas dire que les programmes des directions de ces organisations auraient été moins réformistes. Il s'agissait d'enlever l'écran élevé contre les revendications ouvrières et les aspirations des masses par le bloc avec les bourgeois du MRP et de mettre les directions réformistes au pied du mur. (Une tactique inapplicable au PS droitier de 1981, truffé de notables bourgeois -- Delors! -- et engagé à mener une campagne antisoviétique féroce aux couleurs de l'OTAN.)

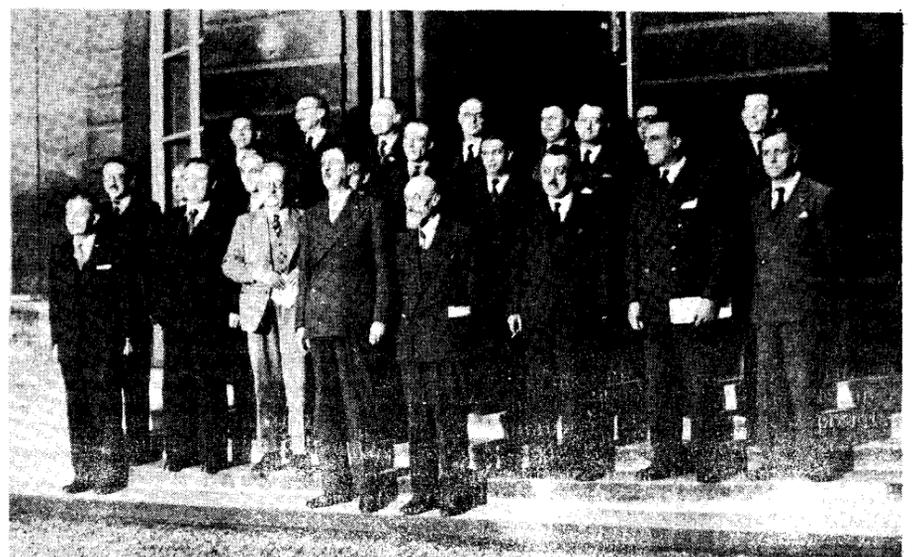
LA "BATAILLE DE LA PRODUCTION"

Le 21 juillet 1945, Thorez prononça sa célèbre harangue aux mineurs à Waziers: "Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir des Français." Cette politique de "Produire d'abord" signifiait la transformation des délégués syndicaux en gardes-chiourme et l'établissement des cadences infernales au nom des "intérêts supérieurs de la nation", c'est-à-dire la bourgeoisie!

Pendant que les staliniens prétendaient que "la grève c'est l'arme des trusts" (la bourgeoisie aurait



New York Times



R. Viollet

A gauche, Thorez accueilli à Nantes le 10 mars 1945 par le 5e régiment de chasseurs d'Afrique. A droite, de Gaulle et ses ministres, le 13 novembre 1945. Le front populaire au service de la reconstruction de l'Etat de la bourgeoisie et de la sauvegarde de son empire colonial.

ainsi saboté sa propre production!), le patronat prêchait un véritable "culte de l'effort". Et le PCF réaffirmait l'autorité de ces "saboteurs" dans les usines! Croizat, ministre du travail PCF et dirigeant de la CGT, tonnait: "Il y a des patrons, des directeurs responsables de la production. C'est à eux alors de choisir leurs cadres, ceux à qui sont confiés les postes, à tous les échelons, sans quoi il n'y aurait plus d'autorité. Les comités mixtes sont avant tout l'expression du patriotisme dans le travail" (la Vie ouvrière, 7 juin 1946). Le PCF menait une répression féroce contre les trotskystes partisans du contrôle ouvrier et appuyait la substitution des comités d'entreprise (organes de collaboration avec le patronat, cantonnés dans la gestion d'oeuvres sociales) aux comités de gestion.

Et pendant que le front populaire, au travers des nationalisations, prenait en charge la reconstruction de l'infrastructure industrielle nécessaire au capitalisme français et les secteurs non rentables, les indemnisés pouvaient investir et étendre leurs holdings. De l'aveu même du PCF, "un véritable 'cadeau' offert par le pays aux trusts" (Economie et politique n°5-6, 1954).

Le résultat de la "bataille de la production": "Selon les estimations de l'Institut de la statistique, c'est en 1949 que le pouvoir d'achat moyen des salariés rejoignait le niveau de 1938, cela en comptant tous les compléments sociaux, alors que la durée du travail est plus longue de 10 à 12% en moyenne et que la production est à l'indice 122 par rapport à 1938. L'intérêt de ces chiffres, c'est de montrer outre la hausse durable du taux d'exploitation, que les réformes sociales n'ont pas modifié la répartition des revenus en faveur de la classe ouvrière [...]" (Grégoire Madjarian: Conflits, pouvoirs et société à la Libération). C'est seulement vers 1960 que la classe ouvrière a retrouvé son niveau de vie d'avant-guerre. Sous le front populaire de 1944-1947, on peut parler d'une véritable paupérisation au service de l'accumulation de capital.

COMPLICE DANS LES GUERRES COLONIALES

Aujourd'hui le PCF ressort une pléthore de citations de l'époque pour démontrer que le parti était pour les "droits démocratiques" ou "nationaux" des peuples coloniaux. L'"Union française" qu'il envisageait, prétend-il, aurait été "volontaire"... En Algérie, en mai 1945, la soldatesque française tire sur les manifestants pacifiques et massacre des milliers d'Algériens. Le PCF déclare: "Il faut tout de suite châtier impitoyablement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute" (l'Humanité, 12 mai 1945), c'est-à-dire les nationalistes algériens!

Jusqu'au 20 mars 1947, le groupe parlementaire communiste vote régulièrement et sans la moindre hésitation tous les crédits de guerre pour l'Indochine. Il s'associe également à plusieurs reprises dans l'unanimité de l'Assemblée nationale à des motions de félicitations au corps expéditionnaire et au général Leclerc.

Le rôle du PCF dans cette période était de bavarder sur des négociations tout en donnant à l'impérialisme français les moyens de bombarder Hanoï. Ainsi fut-il complice dans le déclenchement de la série de guerres coloniales qui ont gangrené la IVe République et amené le retour au pouvoir de de Gaulle.

DANS LE GHETTO

Tout cela n'empêcha pas les ministres du PCF de se faire sortir en mai 1947. Avant même la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les impérialistes préparaient le "refoulement" du "communisme" -- le déclenchement de la guerre froide contre l'Etat ouvrier dégénéré d'Union soviétique. Cette guerre était devenue "chaude" en Grèce comme en Indochine et, à travers l'aide économique, l'impérialisme US tentait d'appuyer ce qui restait des forces bourgeoises en Europe orientale. Bien que depuis

1944 l'Armée rouge détint le véritable pouvoir en Europe de l'Est, c'est seulement face au plan Marshall que Staline y décida l'expropriation du capitalisme.

Les jours des ministres PCF étaient donc comptés. Ils seraient tolérés seulement dans la mesure où ils étouffaient la colère ouvrière. Mais le 25 avril 1947 la grève éclata à Renault-Billancourt pour une augmentation de salaire de 10%. N'ayant pas réussi à briser la grève, les stalinien ont voulu récupérer le mouvement en demandant l'augmentation... en tant que prime de production. La campagne des trotskystes du Parti communiste internationaliste pour une grève générale de la métallurgie rencontrait un écho (l'Union communiste, les ancêtres de Lutte ouvrière, jouait un rôle uniquement à Billancourt). Les stalinien ont réussi à éviter cette grève générale, mais leur revendication d'augmentation de salaire a fourni un prétexte pour leur expulsion du gouvernement.

Mais le PCF ne désespérait toujours pas. "Nous sommes momentanément en dehors du gouvernement" déclarait Jacques Duclos, qui ajoutait que "les gens qui parlent de grève générale sont des imbéciles" (l'Humanité, 8 mai 1947). En tant que chef d'"un parti du gouvernement" Thorez refusait de condamner le plan Marshall: "Nous sentons trop notre responsabilité pour faire quoi que ce soit qui puisse gêner l'entente nécessaire entre alliés" (l'Humanité, 26 juin 1947).

C'est seulement quand Staline décida de réagir contre l'offensive américaine que le PCF souleva le couvercle de la colère ouvrière. Les grèves de l'automne 47 n'étaient pas ordonnées à Moscou; elles étaient la réponse à trois ans d'austérité du front populaire. Le PCF en a pris la tête -- pour être mâté par l'Etat bourgeois qu'il avait tant fait pour reconstruire.

Et ce parti, en dehors du front populaire, se comportait toujours comme un parti réformiste. Il était impossible de gagner cette gigantesque confrontation avec l'Etat bourgeois en se limitant à la revendication d'une augmentation de salaire de 25%, comme l'ont fait les dirigeants du PCF et de la CGT. Benoît Frachon déclarait que "jamais la CGT n'a lancé le mot d'ordre de grève générale" (l'Humanité, 7 décembre 1947). Unifier ces luttes catégorielles aurait posé la question du pouvoir, mais



Le 22 octobre 1956. Dans un acte de piraterie aérienne, Ben Bella et trois autres chefs du FLN sont arrêtés par l'armée française.

le PCF ne visait pas plus loin que punir la bourgeoisie française pour son alliance antisoviétique avec l'impérialisme US.

Dans les années qui suivirent, le PCF luttait désespérément contre son isolement croissant. Il essaya le pacifisme (la pétition de Stockholm pour l'interdiction de toutes les armes atomiques). Il essaya le chauvinisme (l'agitation "anti-boche" contre le réarmement allemand et l'organisation des "comités de défense des industries" contre la "mainmise américaine"). Après un bref flirt avec le gauchisme (les batailles de rue aventuristes contre la venue à Paris du général américain Ridgway le 28 mai 1952), il est revenu au "Front national uni", "union agissante de tous les Français de bonne volonté". Ce front populaire-là restait aussi vaseux que le "nouveau



AFP

Les fruits du vote des pouvoirs spéciaux: Mollet accentue la répression en Algérie.

rassemblement populaire" actuel: "Que ferait ce Front national uni? Ce serait évidemment l'affaire de tous d'en décider le moment venu" (l'Humanité, 6 septembre 1952).

1956: LE VOTE DES POUVOIRS SPECIAUX

Vers 1953, le PCF sentait la possibilité de sortir du "ghetto" dans lequel il se trouvait. La période qui suivit fut celle où il soutenait par des votes au parlement toute une série de gouvernements fronts-populistes -- des fronts populaires de coulisse, scellés non par un "programme commun" ou la participation du PCF au gouvernement, mais par un soutien de l'extérieur. Le premier à en bénéficier fut celui de Mendès-France en 1954, dont le PCF votait l'investiture. Mendès-France voulait arrêter les frais de l'aventure indochinoise... pour mieux essayer de garder le reste de l'empire français. Comme le montre sa réaction brutale à l'éclatement de l'insurrection algérienne en novembre. Le PCF, pour sa part, assimilait ce soulèvement à des actes terroristes individuels dans sa célèbre déclaration du 8 novembre, rejetant la position de principe de Lénine de "libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies".

soit." Mollet avait dit: "Nous rejetons absolument l'idée d'un Etat algérien." Le PCF prétend toujours que son but était, par ce compromis, de faire pression sur Mollet plus tard, pour lui faire rappeler ses promesses. Cela ne tient pas debout: ces pouvoirs, précisément, permettaient à Mollet d'échapper à tout contrôle parlementaire.

En réalité, le PCF était prêt à sacrifier les Algériens pour le front populaire. Comme Thorez le déclara: "Le Parti communiste n'a pas voulu sacrifier le tout à la partie" (l'Humanité, 27 mars 1956). Ainsi, il a aussi poignardé dans le dos les manifestations de soldats contre leur envoi en Algérie, manifestations qui se développaient depuis 1955. Dès lors, seul l'aspirant bonaparte de Gaulle semblait capable d'offrir une issue à la question algérienne.

LA FIN DE LA IVe REPUBLIQUE

Le système parlementaire de la IVe République avait vécu. Le combat du PCF, se limitant au mot d'ordre "Défense de la démocratie" sans autre perspective, était condamné par avance. En suivant Mollet, qui suivait le chef du gouvernement Pflimlin, qui suivait lui-même de Gaulle, le front-populisme du PCF a ouvert les portes au bonaparte.

Après la tentative de putsch militaire à Alger le 13 mai 1958, le PCF vota, le 16 mai, l'état d'urgence qui interdisait toute manifestation et réunion publique et qui donnait tous les droits à la police. Il donna à Pflimlin les pouvoirs qui supprimaient ce pourquoi il appelait les ouvriers à lutter et sabotaient ainsi l'organisation de ses propres grèves de protestation antigaulle. Le 20, le PCF vota les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie à Pflimlin... et les transmettait au général putschiste Salan. Le même jour, l'Assemblée se retrouva unanime (le PCF compris) dans un vote pour "exprimer à nos soldats et à leurs chefs la profonde reconnaissance de la nation pour les services rendus à l'unité de la patrie et au drapeau de la République [...]".

Le 1er juin l'Assemblée, qui comptait une majorité de gauche (celle-là même qui avait été élue en 1955), accorda finalement les pleins pouvoirs au général de Gaulle -- exactement comme cette autre Assemblée de front populaire qui donna le pouvoir à Pétain en 1940. Encore une fois, le front populaire avait ouvert les portes à la réaction!

C'est la leçon principale de tous les fronts populaires, de l'Espagne de 36 au Chili de 73 et au gouvernement Mitterrand. Il faut briser le cycle infernal front populaire/réaction. La clé n'est pas dans un PCF "plus fort" qui, fondamentalement, n'a rien d'autre à offrir au prolétariat que la stratégie de défaite des fronts populaires. Il faut construire un parti révolutionnaire qui combatte de façon intransigeante sur un programme d'indépendance de classe, traçant la voie à la lutte des travailleurs pour instaurer un gouvernement ouvrier.



Malgré la réticence des sandinistes, des milliers de femmes s'intègrent dans l'armée ou les milices pour écraser les *contras*. A droite, dans le nord du Nicaragua des femmes des Milices populaires sandinistes creusent des tranchées.

Défendre, compléter, étendre la révolution!

Les femmes en lutte au Nicaragua

Première partie

En cette Journée internationale des femmes travailleuses 1986, la condition des femmes au Nicaragua sandiniste est véritablement l'aune à laquelle se mesure l'avancement de la révolution -- à la fois ses conquêtes et ses contradictions. Les insurrections de masse qui ont renversé le tyran Somoza ont éveillé à la vie politique une population opprimée et misérable. Quand le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) est entré à Managua le 19 juillet 1979, il était à la tête d'une révolution populaire contre un régime réactionnaire latino-américain soutenu par les Etats-Unis, la première depuis que, vingt ans plus tôt, Castro a chassé Batista de La Havane. Dans la foulée de cette victoire, les sandinistes ont apporté d'importants acquis sociaux dans les domaines, entre autres, de l'éducation, de la santé, des droits des femmes. Aujourd'hui même, ces réalisations limitées sont soumises aux attaques des terroristes contre-révolutionnaires de Reagan, qui prennent un plaisir sadique à détruire dispensaires et écoles rurales.

La fuite de la sanguinaire Garde nationale a entraîné la destruction de l'appareil d'Etat existant, qui était la dictature d'une seule famille, et ouvert la possibilité historique de balayer l'exploitation capitaliste. Mais Somoza a été remplacé par un gouvernement petit-bourgeois qui administre une économie toujours capitaliste, tandis que le caractère de classe de l'Etat nicaraguayen n'est pas encore déterminé. Les nationalistes du FSLN cherchent à figer la révolution nicaraguayenne à la croisée des chemins, entre un Etat capitaliste et un Etat ouvrier, situation sanctifiée par la trinité "économie mixte, pluralisme politique et non-alignement". Et aujourd'hui, en sa septième année, le Nicaragua sandiniste, la cible numéro un de la course à la guerre antisoviétique de l'impérialisme US, est toujours arrêté juste en deçà d'une révolution sociale complète; cela laisse ouverte la possibilité d'une contre-révolution sanglante. Il y a un besoin urgent d'une direction prolétarienne, celle d'un parti léniniste-trotskyiste construit sur le programme de la révolution permanente.

Les femmes nicaraguayennes, qui ont donné plusieurs des cadres les plus éprouvés dans les batailles au cours de la lutte contre la tyrannie



Sygm

somoziste, sont aujourd'hui maintenues dans l'asservissement par la conciliation continue avec la réaction sociale, sur tous les fronts, depuis la vie familiale jusqu'à la défense militaire de la révolution. Tandis que les apologistes des sandinistes ferment les yeux sur les limitations imposées à la révolution sur la question femmes (à ce jour l'avortement est interdit, excepté quand la vie de la mère est en danger), les féministes occidentales mettent fréquemment en contradiction les intérêts des femmes et les intérêts de la révolution.

"COMPANERAS" DANS LA LUTTE CONTRE SOMOZA

Au contraire, l'émancipation des femmes nicaraguayennes nécessite de *parachever* la révolution, d'exproprier la "cinquième colonne" capita-

liste à l'intérieur du pays et, par-dessus tout, d'étendre la révolution ouvrière dans toute l'Amérique centrale et dans les pays capitalistes avancés.

Les femmes nicaraguayennes, les armes à la main, ont écrit plusieurs des chapitres les plus poignants de la lutte contre Somoza. A 22 ans, Doria Maria Tellez s'était rendue célèbre dans le monde entier en 1978, comme la commandante Dos dans l'attaque spectaculaire du Palais national, à Managua. Monica Baltodano était responsable du front de l'intérieur; elle coordonnait l'insurrection dans la capitale Managua, insurrection qui a tenu plusieurs semaines contre les bombes et les chars de la Garde nationale, puis elle a exécuté une épuisante retraite stratégique jusqu'à Masaya. Leticia Herrera, la troisième femme *comandante de la revolución*, faisait partie du commando qui s'était

emparé en 1974 du domicile d'un acolyte de Somoza pendant une réception de Noël. Et il y en a beaucoup d'autres, notamment Nora Astorga, récemment nommée ambassadrice du Nicaragua aux Nations-Unies, qui s'est attiré le courroux de Washington pour son rôle dans l'exécution du général Perez Vega, "le chien", agent de la CIA et un des pires tortionnaires de la Garde nationale somoziste. Cet acte de justice révolutionnaire a été accompli le 8 mars 1978, une manière appropriée de fêter la Journée internationale des femmes.

En février 1978, les femmes du marché du barrio [quartier] indien de Monimbo, dans la ville de Masaya, avaient pris la tête de la première des insurrections locales contre la dictature. Face à une répression incroyablement féroce menée par la Garde nationale (des jeunes portant le drapeau sandiniste eurent les mains coupées, des enfants qui criaient "Viva el Frente Sandinista!" la langue coupée), les femmes de Monimbo ont joué un rôle central à tous les niveaux de la lutte armée dans cette explosion en grande partie spontanée de la colère des masses, construisant des barricades et fabriquant des grenades (*La insurrección popular sandinista en Masaya* [1982]). Il fallut plusieurs semaines pour réprimer le soulèvement de Monimbo, qui avait préparé le terrain à l'offensive de l'insurrection générale qui embrasa tout le pays quelques mois plus tard.

Un des principaux facteurs qui contribuèrent à mobiliser les femmes contre Somoza fut la constitution par le FSLN, en 1977, d'une organisation de femmes de masse, l'AMPRONAC (Association des femmes préoccupées des problèmes nationaux). La participation à l'AMPRONAC de femmes petites-bourgeoises et même bourgeoises connues lui donna une certaine protection contre la répression. Les femmes de l'AMPRONAC organisaient des manifestations devant les prisons pour exiger la libération des prisonniers sandinistes (souvent leurs propres fils et filles). En février 1978, l'AMPRONAC organisa un *sit-in* de 600 femmes, principalement des ouvrières et des déshéritées, devant les bureaux de l'ONU à Managua aux cris de: "Où sont nos soeurs et frères paysans? Que les assassins répondent!" Elles attirèrent l'attention du monde entier quand elles repoussèrent une attaque brutale de la Garde nationale. Mais après que le groupe se fut joint à des paysans pour une marche de la faim, les femmes bourgeoises commencèrent à mettre en cause ce mouvement

vers la gauche. Lea Guido, fondatrice de l'AMPRONAC, faisait remarquer: "Il y avait deux courants politiques très différents qui se développaient et nous allions devoir choisir entre les deux. L'un était une espèce de somozisme sans Somoza, ce qui à la fin aurait abouti à moderniser la dictature. L'autre option était le renversement de la dictature par le peuple nicaraguayen" (Margaret Randall, *Sandino's Daughters* [1981]). Une assemblée représentant les 3000 militantes de l'AMPRONAC vota finalement de rejoindre le Mouvement du peuple uni, auquel participait le FSLN.

Un des exemples les plus spectaculaires de la radicalisation provoquée par la lutte contre Somoza est celui de Leon. Après que les femmes chefs guérilleros Tellez et Herrera, à la tête de centaines de leurs *compañeros*, eurent chassé la Garde de la ville par une attaque de front, une commune égalitaire fut constituée pendant plusieurs semaines -- les usines tournaient, les services de santé étaient organisés, une station de radio avait été mise sur pied, l'argent était aboli et la nourriture répartie, le tout administré par un "pouvoir populaire" -- jusqu'à ce que la junte des sandinistes/bourgeois se soit établie à Managua. Mais alors que les sandinistes victorieux étaient accueillis aux cris de "le pouvoir aux travailleurs" et que tout près de là, à Chinandega, les ouvriers agricoles envahissaient les haciendas, la direction du FSLN ordonna que les terres soient restituées et elle mit fin à la "Leon communiste" -- afin de préserver son alliance avec la "bourgeoisie patriotique", laquelle rejoignit bientôt les *contras*.

Le témoignage, peut-être le plus éloquent, du rôle combatif joué par les femmes dans la lutte contre la tyrannie de Somoza est le fait qu'au moment de l'insurrection finale de 1979 bien 30% des 15000 combattants en armes étaient des femmes. Et cela ne prend même pas en compte les milliers de ménagères et de mères mobilisées pour la tâche dangereuse de fournir des vivres, des soins et des cachettes et d'assurer les communications pendant les combats. La majorité des femmes est, dans les conditions normales, isolée dans leur domicile, sous le fardeau des responsabilités ménagères et maternelles -- la dernière ligne de défense des relations sociales traditionnelles. Quand elles entrent en masse dans l'action, c'est le signe certain d'une profonde crise sociale, et alors leur passion, leur héroïsme et leur dévouement à la cause révolutionnaire sont sans égal.

REFORME SOCIALE ET PARTICIPATION DES MASSES

Dans son "programme historique" de 1969, le FSLN déclarait son intention d'"abolir l'odieuse discrimination dont ont souffert les femmes" et d'"instaurer l'égalité économique, politique et culturelle entre femmes et hommes". Une fois au pouvoir, et bien que les sandinistes insistent que "la défense de la révolution" est prioritaire par rapport aux revendications "spécifiques" des femmes, beaucoup des réformes sociales générales du FSLN ont profité particulièrement aux femmes. Ainsi, parmi les 592000 Nicaraguayens qui ont appris à lire et à écrire pendant la croisade pour l'alphabétisation de 1979-80 (sur une population de moins de 3 millions d'habitants), 375000 étaient des femmes. (Sous Somoza, plus de la moitié de la population était illettrée, et parmi les femmes de certains villages le chiffre atteignait 100%.) De plus, la majorité des *brigadistas* qui avaient pris part à cette croisade était des femmes, pour la plupart de jeunes étudiantes dont c'était pour beaucoup la première expérience avec les réalités sociales nicaraguayennes et qui vivaient chez des ouvriers agricoles d'une terrible pauvreté. Une des leçons d'alphabétisation commençait ainsi: "Les femmes nicaraguayennes sont traditionnellement exploitées. La révolution rend maintenant leur libération possible."

De même, des dispensaires gratuits ont été installés dans tout le Nicaragua.

Cela a entraîné une diminution de 50% de la malaria, l'éradication de fait de la poliomyélite, grâce à de massives campagnes de vaccination, et une chute de la mortalité infantile, passée de 121 pour mille naissances à 94 pour mille. Cependant, cela montre tout ce qu'il reste à faire: Cuba, qui a aboli le capitalisme il y a un quart de siècle, a réduit la mortalité infantile à 16 pour mille, ce qui est mieux que la plupart des villes américaines. La raison du maintien d'un taux de mortalité élevé au Nicaragua est simple: pauvreté générale et ressources limitées. Ainsi, si 244000 mères ont subi des examens prénatals en 1982, seulement un quart d'entre elles ont accouché à l'hôpital. Le simple fait de rationner les produits alimentaires de base a éliminé la famine, aidant considérablement les familles pauvres, la plupart du temps celles à la charge d'une femme seule. Mais, sous l'impact des sanctions économiques impérialistes et du marché noir, les subventions accordées à ces produits ont été sévèrement réduites.

La participation des femmes à la politique a augmenté de façon spectaculaire depuis le renversement de la dictature de Somoza. Les femmes représentent beaucoup plus de la moitié des militants des Comités de défense sandinistes (CDS) des quartiers et une forte proportion des membres de la milice. L'AMNLAE, l'association des femmes sandinistes (ainsi nommée en l'honneur de Luisa Amanda Espinoza, la première combattante du FSLN tombée au combat), qui a été mise en place après la victoire révolutionnaire de 1979, revendique maintenant 85000 membres. Et bien que les femmes ne représentent que 22% des militants du FSLN, 37% de ses cadres dirigeants sont des femmes. Pourtant, en comparaison avec le nombre total des femmes, seule une petite minorité est politiquement active.

Et cela n'est pas simplement le résultat du poids de l'arriération sociale sur la conscience des femmes. Il y a eu une résistance aux tentatives de les intégrer dans l'activité sociale et politique. "Au niveau individuel, beaucoup d'histoires circulent sur des maris s'opposant à la participation de leurs femmes. *Barricada Internacional* d'avril 1984 cite une de ces femmes: "Voyez, je suis mariée depuis 26 ans et, au début, ça a été une lutte terrible. Je devais me cacher pour aller aux réunions; si mon mari



Sur les 593000 Nicaraguayens qui ont bénéficié de la campagne d'alphabétisation, 375000 étaient des femmes.

revenait tôt à la maison, ils me le faisaient savoir rapidement et je rentrais par la porte de derrière." Après qu'un de ses enfants fut mort en soldat en défendant la révolution, racontait-elle, son mari est devenu plus compréhensif. Mais en plus des attitudes largement répandues comme quoi "la place d'une femme est à la maison", on a pu voir aussi une résistance de la part du gouvernement quant à la participation des femmes dans un domaine crucial: l'armée.

Presque immédiatement après le triomphe, alors que le FSLN entre-



Des dispensaires gratuits ont été installés dans tout le Nicaragua. La mortalité infantile a baissé de 23%.

prenait d'organiser l'Armée populaire sandiniste (EPS), les femmes furent désarmées comme toutes les milices non sandinistes, et beaucoup furent démobilisées.

DEFENDRE LA REVOLUTION

Le changement fut brutal: un jour on voyait des défilés militaires dans la capitale avec des détachements de femmes et, le mois d'après, les femmes défilaient en uniforme mais sans fusil. George Black, qui soutient les sandinistes, raconte dans son livre *Triumph of the People: The Sandinista Revolution in Nicaragua* [1981]: "Mais le changement le plus visible au Nicaragua pendant la première année de la révolution, c'est une dé militarisation consciente des femmes, le résultat d'un règlement militaire minimisant le nombre de femmes exposées à des situations potentielles de combat. Les centaines de combattantes armées dans les rues de Managua, c'est le passé; et la décision de réaffecter les femmes aux tâches de secrétariat, de gardes et d'éducation politique a été mal ressentie par beaucoup de femmes qui avaient fait la preuve de leur aptitude militaire égale sur les champs de bataille. Beaucoup d'entre elles ont quitté l'EPS. Quand les premiers

d'un gouvernement, leurs qualifications étaient très demandées. Mais en particulier dans ce régime bonapartiste, la question fondamentale c'est qui a les fusils. Le directoire de neuf membres du FSLN considérait essentiellement qu'avoir des femmes dans l'armée créait des "problèmes", des problèmes avec les maris, des problèmes avec les soldats hommes, des problèmes avec leurs alliés bourgeois. Doris Tijerino, qui fait partie de la "vieille garde" sandiniste (elle y est entrée dans les années 60), a justifié le retrait des femmes des postes de combat en prétendant que le danger des grossesses rendrait l'armée "moins efficace". C'est une absurdité hypocrite: personne ne semble avoir remarqué qu'on ne pouvait pas "compter" sur les femmes pendant les intenses affrontements armés contre Somoza, quand même les femmes enceintes ne s'absentaient pas pour leur congé de maternité mais continuaient à diriger les colonnes de guérilla!

Même l'AMNLAE, normalement une organisation sandiniste de masse docile, renâcla là-dessus. Quand une unité de l'EPS dans la région d'Esteli demanda que l'association des femmes envoie une dizaine de ses membres comme cuisinières, et pas comme soldats, elle reçut une réponse cinglante de la secrétaire locale de l'AMNLAE qui faisait remarquer que 60% de la milice était formée de femmes: "Le pays de Sandino est menacé. Nous autres femmes ne pouvons pas limiter notre participation à sa défense à des tâches qui nous placeront à nouveau dans un rôle secondaire. Si nous le faisons, nous laisserions vide l'espace qui nous est laissé par ces femmes qui sont mortes pour le pays" (AMNLAE, *Mujer y Revolución*, juillet 1982). Par la suite, un bataillon féminin de l'armée de réserve, le 50-10, a été formé dans la région traditionnellement combative de Leon. Et quand un débat éclata en 1983 sur la loi du FSLN instituant la conscription (Service militaire patriotique) en exemptant les femmes, l'AMNLAE protesta et obtint un succès partiel: il est maintenant possible pour les femmes, sur la base du volontariat, de servir dans l'armée.

Aujourd'hui, alors que l'invasion impérialiste menace, les femmes sont en train d'être réintégrées dans les rangs combattants de l'armée. Et entre l'EPS, les milices et les CDS, ce sont des milliers de femmes qui participent militairement au devoir de défendre la révolution. Y compris le Nicaragua s'est doté d'un uniforme de grossesse pour les miliciennes. Mais les tentatives d'exclure de l'armée les femmes ou de limiter leur participation est un coup porté à la révolution. Un parti trotskyste au Nicaragua doit lutter pour l'intégration complète des femmes dans la défense contre la contre-révolution soutenue par les impérialistes.

[à suivre]

Dans la seconde partie, la politique du FSLN sur le droit à l'avortement et sur la famille nucléaire.

Manif contre Le Pen à Rouen



Le 5 février dernier, la LTF participait à la manifestation qui a rassemblé 600 personnes dans les rues de Rouen, à l'appel de la LCR, de la CFTD et de plusieurs associations antiracistes, dont le MRAP et SOS-Racisme, pour protester contre un meeting du sinistre Le Pen.

Gouvernement ouvrier...

Suite de la page 1

campagne pour l'indépendance de classe contre le gouvernement anti-ouvrier, antisoviétique et anti-immigré? Non, loin de là. Sa campagne est axée autour d'un thème central: "rééquilibrer la gauche". "Il faut un PCF plus fort"... pour créer les conditions qui lui permettraient éventuellement de participer à un futur gouvernement avec le PS (et d'éventuels bourgeois "progressistes") ou même de soutenir, sans y participer, une telle coalition: un front populaire de coulisse.

GRAND MENSONGE ET FUTURES ALLIANCES

Les offres de service se sont faites ces derniers temps plus pressantes et plus nombreuses. Marchais déclarait le 22 janvier au cours de l'émission "l'Heure de vérité": "S'il s'agit de mettre en oeuvre une autre politique qui permette de sortir de la crise et d'avancer vers un changement de société, nous sommes disponibles" (*l'Humanité*, 23 janvier). Dans la même émission, il rappelait que le PCF avait participé à la Libération à un gouvernement avec de Gaulle, qui était de la "cohabitation" avant l'heure (cf. page 4 "Les fruits amers de la cohabitation de 1944-47").

Démission...

Suite de la page 2

la classe ouvrière révolutionnaire qui doit renverser la bureaucratie afin de restaurer ses conseils ouvriers. Solidarité, lui, est un mouvement de masse dirigé par des restauracionnistes sur un programme procapitaliste. Alors pourquoi soutenir, et surtout de façon totalement acritique, un tel mouvement? Était-ce pour une fois encore tenter de pousser ce mouvement, et ce, quelle que soit la nature de sa direction, vers la gauche? Les masses débordant leur direction pour faire la révolution sans direction clairement révolutionnaire, où et quand cela a-t-il marché? Il me semble que cette soi-disant "tactique" est une faillite totale.

Regardez l'Iran: le mouvement de masse a chassé le chah, bien. Mais qui a pris le pouvoir? Khomeiny. Et une fois en place, personne malheureusement n'a eu le temps de le "déborder", car il a tout simplement éliminé physiquement tous ses opposants politiques, l'extrême gauche en tête. Aujourd'hui, où en est la section iranienne du SU [Secrétariat unifié, dont la LCR est la section française]: au pire dans les fosses communes, au mieux en prison.

Les masses ne sont pas spontanément révolutionnaires, cette constata-

tion n'est pas de moi mais d'un certain Lénine. Alors, "que faire"? Tout cela nous renvoie à la question du parti, une véritable direction révolutionnaire. Que nous enseignent "les leçons d'Octobre", si ce n'est qu'il faut construire un parti fort sur un programme clair qu'on ne doit en aucun cas tronquer: la tactique est une chose, la capitulation en est une autre. C'est pourtant ce que fait la LCR en se dissolvant dans tel ou tel comité. Ce n'est pas à coups de concessions vis-à-vis des bureaucrates syndicaux ou des comités, qui sont bien souvent l'occasion pour les partis réformistes comme le PS et le PC de se refaire une santé, que le parti se renforce. Bien au contraire, le parti se vide peu à peu de ses contenus programmatiques et ouvre la porte au centrisme.

La capitulation se généralise même à la question femmes. Que fait la LCR? Elle capitule en effet devant le féminisme qui pose la question de l'oppression de la femme comme étant une oppression de sexe contre sexe, les hommes contre les femmes. Ce qui revient à nier que l'oppression des femmes trouve sa source dans la propriété privée des moyens de production (la famille nucléaire étant la structure principale où la femme subit cette oppression). Ce n'est qu'en luttant contre le capitalisme que nous pourrions arriver à une réelle égalité entre les deux sexes. Il n'est

pas question de nier l'oppression spécifique des femmes, mais je pense que la réponse de la LCR à ce problème n'est pas la bonne. Trotsky n'a-t-il pas préconisé une organisation transitoire de femmes luttant sur le programme du Parti bolchévique? C'est là une solution politique concrète et beaucoup plus efficace... La LCR se réclame de la libération de la femme par la révolution socialiste, pourtant en Iran elle a considéré que le port du voile par les femmes dans les manifestations était un symbole de libération contre l'impérialisme, inquietant symbole en vérité. Cinq ans après, était-ce le symbole anti-impérialiste ou celui de la réaction et de l'oppression?

Les dissonances que je percevais vaguement dans la LCR, sans toutefois chercher à les approfondir, ont pris corps au cours de mes discussions avec la LTF et se sont concrétisées en véritables divergences politiques. Aujourd'hui, je me dois d'être conséquente: étant d'accord avec le programme de la LTF, je décide de rejoindre cette organisation et d'en respecter la discipline.

A ceux qui me diront que mon choix politique me met au bord du chemin de la lutte des classes et que j'intègre une secte, je répondrai tout d'abord qu'à la fin du siècle dernier c'était une poignée d'hommes (dont Lénine) qui constituait le Parti [ouvrier] social-démocrate russe.

de changer de stratégie, la direction du PCF ressemble à ces vieux esclaves qui ont trop longtemps porté les fers pour pouvoir vivre libres: elle a besoin des chaînes du front populaire.

C'est pourquoi la Ligue trotskyste appelle ceux qui veulent voter contre la collaboration de classe à porter leurs voix sur les listes présentées par Lutte ouvrière. Car l'organisation d'Arlette Laguiller se présente à ces élections en opposition au gouvernement et refuse explicitement de voter pour le PS et le PCF. LO représente, dans ces élections, l'indépendance de classe -- même si elle ne dispose pas, et loin s'en faut, du programme révolutionnaire qui seul permet de donner un contenu réel et vivant à l'indépendance de classe.

L'"APRES-MARS": LE FUSIBLE PARLEMENTAIRE EST MENACÉ

Dans les élections de mars prochain, une seule chose apparaît claire: le PS et le PCF n'obtiendront qu'une minorité des voix, et cela précipitera une crise politique et constitutionnelle. Et cela malgré le consensus qui existe entre le PS et la droite parlementaire sur les questions fondamentales qui permettent d'envisager une "cohabitation": politique d'austérité, répression contre les immigrés, politique étrangère néo-colonialiste et antisoviétique, modernisation de l'arsenal nucléaire et conventionnel.

On peut pronostiquer que les aspects bonapartistes du régime -- indépendance de l'exécutif à l'égard du parlement et des partis, le gouvernement cherchant à tenir le rôle d'"arbitre" au-dessus des factions en lutte et à agir par décrets et plébiscites -- se renforceront, avec utilisation de toutes les armes prévues par la constitution gaulliste. Le prochain parlement et les prochains gouvernements seront sous la pression extra-parlementaire, notamment celle des fascistes regroupés dans et autour du Front national et qui disposeront, en outre, d'un groupe parlementaire conséquent.

La crise économique et la terreur anti-immigré déchirent la société française. Les fusibles de la démocratie parlementaire risquent fort de ne pas résister aux tensions qui se sont accumulées depuis cinq ans. L'avenir se jouera en grande partie dans la rue et aussi dans les usines.

La classe ouvrière doit se préparer à barrer la route à la réaction et aux fascistes et à mettre en échec les magouilles de la "cohabitation" par des mobilisations extra-parlementaires ou elle pourra utiliser toute sa force. Désorienté et affaibli par cinq ans de trahisons et la destruction de pans entiers de l'appareil industriel, le prolétariat de ce pays, Français

et immigrés, n'a pas été mâté. Les grèves défensives puissantes qui ont éclaté récemment dans plusieurs secteurs l'ont abondamment prouvé, au grand effroi de la bourgeoisie et de sa presse.

Mais la combativité ne suffit pas. Pour répondre à une crise politique, il faut une perspective politique qui doit être celle d'un *gouvernement ouvrier*.

GOVERNEMENT OUVRIER ET PARTI REVOLUTIONNAIRE

Gouvernement ouvrier, c'est-à-dire la réorganisation socialiste de la société sous la direction de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat. Car il n'y a pas de solution à la crise dans le cadre du capitalisme, sans une révolution sociale qui renverse la machine étatique de la bourgeoisie.

Bien entendu, il ne suffit pas de descendre dans la rue avec un tambourin aux cris de "Une seule solution, la révolution". Aujourd'hui, il faut centraliser les luttes défensives partielles qui éclatent et éclateront encore, refuser tout licenciement, toute remise en cause des acquis sociaux, préparer une grève générale contre l'austérité de Mitterrand, mobiliser la classe ouvrière organisée pour défendre nos frères immigrés contre la terreur raciste des flics et des fascistes, pour empêcher Le Pen et ses pareils de répandre leurs appels à la haine raciale et pour exiger les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leurs familles. C'est à travers ces mobilisations extra-parlementaires que la classe ouvrière construira ses organes de pouvoir -- comités de grève, milice ouvrière, soviets -- sur lesquels reposera un gouvernement ouvrier.

Tout cela nécessite de construire un parti révolutionnaire. Un parti bolchévique d'avant-garde qui doit être édifié sur un programme révolutionnaire intransigeant, le programme trotskyste: refus du front-populisme sous toutes ses formes, lutte contre la terreur raciste et la ségrégation raciale, défense militaire inconditionnelle de l'URSS et des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme, indépendance immédiate et inconditionnelle des colonies françaises. C'est la tâche que s'est fixée la Ligue trotskyste, section française de la tendance spartaciste internationale, la seule organisation de l'extrême gauche à n'avoir pas appelé à voter Mitterrand en 1981 et à n'avoir pas cédé devant la vague d'antisoviétisme, autour de la Pologne et de l'Afghanistan. C'est un bilan que nous pouvons présenter avec fierté à tous ceux qui veulent tirer les leçons de ces cinq "années Mitterrand". ■

Et c'est de ce parti qu'est issu le Parti bolchévique, qui, sous la direction de Lénine, quelques années plus tard, allait diriger la seule révolution ouvrière qui ait jamais marché jusqu'aujourd'hui... Je passerai ensuite le relais à Lénine pour leur dire: "*Petit groupe compact, nous suivons une voie escarpée et difficile, nous tenons fortement par la main. De toutes parts nous sommes entourés d'ennemis, et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas donner dans le marais d'à côté, dont les hôtes, dès le début, nous ont blâmés d'avoir formé un groupe à part et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation*" ("Que faire?", [Oeuvres, tome 5]).

Camarades, je compte sur vous pour ne pas avoir une attitude sectaire, car, pour moi, le sectarisme n'est pas le fait de lutter pour son programme avec intransigeance (je trouve ça plutôt louable) mais le refus de contreposer un argument à un autre. Si vous êtes sûrs d'avoir raison, vous ne pouvez fuir la discussion à moins que vous ne craigniez une absence de réponses politiques de votre part...

Salutations trotskystes,
Tarota
(cellule enseignante, Rouen)

Soutien critique...

Suite de la page 3

tant que couverture pseudo-trotskyiste à la campagne de guerre froide de Mitterrand. LO, bien sûr, confond de façon criminelle l'Armée rouge en Afghanistan et l'armée française impérialiste en Algérie, mais elle ne montre pas le même appétit que Krivine à manifester avec la racaille anticommuniste.

"FAIRE L'EXPERIENCE" DE MITTERRAND?

LO a tout simplement constaté l'existence d'une couche de travailleurs qui en ont assez de Mitterrand, en particulier des ouvriers du PCF qui ne veulent pas que leur parti refasse l'expérience du front populaire une cinquième fois. C'est empirique et c'est fragile. Que le PS remonte dans les sondages et LO se hâte déjà de dire qu'il "faut soutenir le peu qu'il y a de gauche dans le Parti socialiste" (tout en ajoutant qu'"il ne faut surtout pas soutenir le beau-coup de droite"), expliquant que quelques pour-cent pour LO (et donc en moins pour le PS) "de toute façon, [ça] ne changerait rien à la majorité à la Chambre" (*Lutte Ouvrière* n°922, 1er février).

LO balance alors entre un langage à la Coluche (les politiciens sont des "enfoirés") et un langage un peu plus marxiste. Mais derrière l'explication de LO que "les travailleurs ont fait l'expérience" de Mitterrand, on trouve le raisonnement qui l'a amenée à voter Mitterrand en 1981 (bien qu'aujourd'hui on pourrait croire le contraire à lire LO qui écrit qu'elle était la seule voix qui disait que Mitterrand trahirait les travailleurs).

Comme nous, qui n'avons jamais voté pour le front populaire, l'écrivions en 1981: "Mais, explique Laguil-ler, si les travailleurs, à tort ou à raison [sic], préfèrent Mitterrand, il faut faire l'expérience de Mitterrand" (supplément à *Lutte de classe* n°84). Les travailleurs espagnols dans les années 30 ont fait l'expérience de ce type de gouvernement de front populaire! Ceux du Chili dans les années 70 aussi! Nous, révolutionnaires, nous ne voulons pas que les travailleurs fassent des 'expériences' qui conduisent à leurs défaites parfois même sanglantes. Non au bloc Mitterrand/gaullistes! Non au front populaire de l'OTAN! L'issue pour le prolétariat est dans sa mobilisation indépendante contre le front populaire de Mitterrand pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier" ("LO dissout la ligne de classe dans la soupe populaire", 6 mai 1981).

"Sans illusions" (à l'encontre de la LCR!) mais "sans réserves", LO a appelé à voter pour le front populaire au deuxième tour en 1981. Si l'on est vraiment sérieux dans son désir de "forger une nouvelle force politique" — "un parti dans et pour les luttes", comme dit LO —, il faut qu'il se base sur les leçons de l'histoire et refuse tout soutien à la collaboration de classes. Mais rien n'empêche LO de soutenir un front populaire dans l'avenir, quand celui-ci se sera refait un peu de virginité politique.

CONTRE LA TERREUR RACISTE

Voter pour exprimer sa colère et ainsi donner un avertissement aux directions réformistes, infléchir leur politique? Ou faire campagne pour "préparer un avenir de luttes ouvrières et de révolution"? Là aussi, LO tient un double langage. Un vote de protestation n'est pas un vote pour un programme révolutionnaire! Aujourd'hui, LO s'oppose par les urnes au PS et au PCF, mais pendant les cinq ans de sale boulot du front populaire, quelle riposte a-t-elle proposée? A Talbot, dans la sidérurgie, dans les quartiers immigrés?

Sur la question raciale, LO fait preuve d'une scandaleuse passivité. En tant qu'économiste, LO se cantonne à la lutte pour les revendications minimalistes et prêche abstraitement l'"unité de la classe ouvrière" au lieu de s'attaquer poli-

tiquement aux divisions raciales et nationales dans la classe ouvrière. Ainsi le racisme serait un "virus"; l'oppression raciale et la ségrégation sociale des immigrés se passeraient dans la tête des gens. Ainsi, les crimes racistes ne reflèteraient pas l'atmosphère de pogrom qui alimente la montée de Le Pen, mais ils seraient simplement l'oeuvre de "cons", et il s'agirait de fustiger l'intolérance des uns et des autres, confondant victime et bourreau. Après tout, LO a déclaré: "Patriotisme, nationalisme, racisme, c'est la même chose et c'est idiot." Le nationalisme d'un ouvrier algérien = le nationalisme du nervi du Front national!

Ce n'est pas une simple "analyse", mais une justification programmatique qui interdit la lutte pour la défense des immigrés. LO se permet de chapeonner les carnivals de SOS-Racisme (on "exprime" le moralisme "anti-raciste" dans l'abstrait), mais elle est absente des mobilisations antifascistes, comme la manifestation de 400 personnes à Rouen le 11 décembre 1981 dont nous étions à l'initiative. Il s'agit là de confronter concrètement les nerfs racistes! La lutte contre l'oppression raciale ne peut être laissée à la social-démocratie (en mai 1985, LO a prêté, en cachette, son service d'ordre au maire de Mons-en-Baroeul, tout en saluant comme "révolutionnaire" l'élection des immigrés aux postes purement consultatifs). C'est la tâche des révolutionnaires de gagner la classe ouvrière à cette lutte.

S'opposer au front populaire cela veut dire revendiquer les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés, car il est impossible de s'opposer au racisme en ne soufflant mot de la condition de parias dans laquelle ils se trouvent. Nous l'avons avancé comme mot d'ordre clé pendant la grève de Talbot en 1984. C'est demander l'emprisonnement des flics tortionnaires et assassins, l'abolition des CRS et autres corps d'exception. Mais Arlette, candidate en 1981, demandait des policiers flottiers qui pourraient "réellement [...] protéger la population". Aujourd'hui, après les raids gestapistes dans les quartiers immigrés, demande-t-elle toujours un flic dans chaque cage d'escalier?

Et comment peut-on lutter pour renverser la bourgeoisie sans offrir de perspective pour écraser ses bandes armées qui sont dès aujourd'hui le fer de lance d'une solution bourgeoise bonapartiste? La cohabitation s'annonce comme une période hautement instable; le retour de la "droite" amènera de nouvelles attaques contre la classe ouvrière. Dans les luttes à venir, il faudra protéger les organisations du prolétariat, renforcer ses piquets de grève, qui seront les premières lignes de la guerre de classes — en premier lieu contre les terroristes fascistes, mais aussi contre toutes les bandes armées du capital. Mais, pour LO, la différence entre grévistes et "non-grévistes" (les jaunes!) est une question de conscience individuelle; les piquets de grève ne sont donc pas, pour elle, le moyen de consolider, protéger et étendre une grève.

Il faut des groupes de défense basés sur les syndicats et unissant travailleurs français et immigrés et habitants des quartiers immigrés. Il faut des mobilisations ouvrières de masse contre la vermine fasciste. Le nécessaire combat pour constituer les milices ouvrières ne peut pas être repoussé aux calendes grecques avec des arguments de prostration fataliste ("Les ouvriers ne comprendront pas; la situation n'est pas révolutionnaire; etc.") que nous avons si souvent entendus dans la bouche de militants de LO. Nous disons, avec Trotsky, "que les ouvriers, malgré l'absence de 'situation révolutionnaire', corrigent seulement quelques fois à leur gré les 'fils à papa' patriotes et le recrutement de nouvelles bandes fascistes deviendra du coup incomparablement plus difficile" (*Où va la France?*)

POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER

Ne dresser que le constat — comme fait la direction de LO — d'une situa-

Lettre à Lutte ouvrière

Paris, le 11 février 1986

Chers camarades,

Nous avons suivi avec attention vos articles sur la campagne des candidats de Lutte ouvrière pour les élections législatives. En particulier dans votre article de *Lutte Ouvrière* du 11 janvier intitulé "Pour nous aussi la campagne est commencée", nous avons noté votre position: "Mais le vote pour le Parti socialiste, pour le parti de la politique antiouvrière de ces cinq dernières années, serait aussi néfaste pour les travailleurs (...). La direction du PC explique qu'il est important que le PC ait un maximum de voix, et le maximum de députés. Mais pour quoi faire, puisque même quand le parti a eu des ministres, ça n'a rien changé? (...). Alors non, droite-gauche, ou gauche-droite, le problème pour la classe ouvrière n'est pas de voter pour les uns ou pour les autres de ceux qui, lorsqu'ils ont des postes, de députés ou de ministres, les mettent au service de la bourgeoisie."

Bien que nous ayons (et vous en êtes tout à fait conscients) des divergences politiques fondamentales qui séparent nos deux organisations, en particulier sur la question de la défense de l'Union soviétique (Afghanistan et Pologne) et sur le programme pour lutter contre la terreur raciste, le comité central de la LTF a décidé le week-end des 8 et 9 février d'appeler à un soutien critique aux listes de Lutte ouvrière dans les élections législatives.

Vu l'axe de votre campagne, exprimé dans les trois derniers éditoriaux et dans vos bulletins d'entreprise, c'est-à-dire qu'un vote pour les listes Lutte ouvrière est un moyen de protester contre les cinq dernières années de collaboration de classe et que les ouvriers qui suivent vos consignes ne voteront pas pour le PS ou le PC, il nous apparaît qu'un vote pour vos candidats est un moyen pour les militants et les ouvriers d'exprimer leur volonté d'indépendance de classe, qui est un point clé pour les trotskystes, et leur méfiance vis-à-vis du front populaire.

Nous constatons que l'axe de votre campagne est confirmé par votre refus de faire cause commune avec la LCR. Nous n'appelons pas à voter pour les candidats de la LCR; sa campagne pour des listes alternatives et "Voyez rouge" ne cherche pas à tracer une ligne ferme et nette contre le front populaire, et son dernier congrès a décidé de voter PC-PS dans les départements où il n'y aurait pas de candidats de la LCR ou des "listes unitaires locales, MPPT, organisations d'extrême gauche, listes locales se situant à gauche et se prononçant contre la politique d'austérité gouvernementale à l'initiative de militants Verts ou écologistes", avec comme explication "de ne rien faire qui puisse aider la droite à revenir au pouvoir" (*BI*, décembre 85).

Nous aimerions convenir d'une rencontre pour discuter les modalités des initiatives qui pourraient être prises en commun dans les localités et secteurs d'intervention où nos deux organisations existent. Comme par exemple l'organisation de meetings publics communs sur les universités de Nanterre et de Rouen, ou l'obtention d'un temps de parole à la tribune de vos meetings électoraux. Nos camarades syndiqués dans les PTT à Paris ou à Renault-Cléon pourront utiliser leur audience pour expliquer notre consigne de vote; il en va de même pour nos syndiqués plus isolés, particulièrement à Paris ou en Seine-Maritime.

Vous trouverez ci-jointe une contribution de 500 francs au fonds de campagne.

Salutations communistes,
Pour la Ligue trotskyste
Suzanne Girard

tion donnée sans offrir la moindre perspective, même de façon propagandiste et exemplaire, n'a qu'une seule conséquence: laisser les travailleurs dans les griffes de leurs dirigeants traîtres et finalement de la bourgeoisie. LO l'a dit clairement: "Ce que nous souhaitons, nous, c'est qu'au travers de la crise actuelle, les dizaines de milliers de travailleurs communistes restent communistes, restent même au Parti communiste" (*Lutte Ouvrière* n°871, 9 février 1985). L'Internationale communiste de l'époque de Lénine et Trotsky expliquait que des campagnes électorales devaient être menées "comme une mobilisation des masses autour des slogans de la révolution prolétarienne". Le contraste avec LO est d'autant plus flagrant que LO mène campagne pour voter "clairement".

C'est dans la lutte que les organes de pouvoir prolétarien — les comités de grève et les milices ouvrières qui pourraient être la base d'un véritable gouvernement ouvrier, une république des conseils ouvriers — seront construits. La première chose que de véritables révolutionnaires feraient dans une campagne électorale, c'est d'expliquer que l'Etat bourgeois est l'instrument de la dictature de la classe capitaliste. Ce n'est pas dans les urnes que la classe ouvrière arrachera le pouvoir, mais en brisant cet Etat bourgeois et en forgeant son propre Etat.

Toute la leçon de la Révolution de 1917 est là. Et comme le dirigeant historique du trotskysme américain,

Cannon, l'a expliqué: "Si nous voyons l'Union soviétique comme ce qu'elle est vraiment, une organisation ouvrière gigantesque qui a conquis un sixième de la surface de la terre, nous ne serons pas si prêts à l'abandonner à cause de notre haine pour les crimes et les abominations de la bureaucratie" (*Nous sommes le parti de la Révolution russe*).

Nous pensons que les ouvriers avancés, et surtout les ouvriers du PCF, auxquels la campagne de LO s'adresse en réalité, comprennent que "ceux qui ne sont pas capables de défendre des acquis sont aussi incapables d'en arracher de nouveaux". Pour LO, la défense de l'URSS aujourd'hui ne peut être que la défense de la bureaucratie et de sa police secrète. Nous disons qu'il faut défendre les acquis d'Octobre — l'économie collectivisée et planifiée — des Etats ouvriers dégénérés et déformés (du Vietnam à Cuba en passant par la Pologne). Défense militaire inconditionnelle de ces Etats contre l'impérialisme et contre toute tentative de restauration capitaliste intérieure, contre les mollahs réactionnaires afghans et les cléricaux-nationalistes de Solidarnosc soutenus par l'impérialisme! Révolution politique prolétarienne pour balayer la bureaucratie stalinienne!

C'est le programme révolutionnaire défendu par la Ligue trotskyste qui trace la voie pour les combats à venir. La campagne de LO ne fait que poser la nécessité de ce programme.

Tunisie...

Suite de la page 1

d'Achour à la présidence du syndicat en décembre 1981 a marqué l'échec de cette tentative. Cette fois, la marge de manœuvre du gouvernement est beaucoup plus réduite. L'"après-Bourguiba" approche; dans une atmosphère de fin de règne, la lutte des clans au sein du Destour redouble de férocité. Le régime s'enfoncé chaque jour davantage dans une crise d'agonie. Ceux d'en haut ne peuvent plus diriger comme avant, ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant. Les maîtres impérialistes se penchent sur le chevet du malade. Reagan dans son projet d'alliance globale antisoviétique veut que les rives tunisiennes de son lac américain restent calmes. La France, l'ancienne puissance tutélaire, n'a pas hésité à venir prêter main forte à Bourguiba pour écraser les soulèvements de 1980. Face au déficit de la balance commerciale, à l'effondrement du cours du pétrole et à un service de la dette extérieure qui engloutit un quart du revenu des exportations, le régime s'est lancé dans une austérité tous azimuts: libération des prix, blocage des salaires et programme de dénationalisations. Le premier ministre Mzali a bien appris la leçon de l'austérité imposée par ses maîtres impérialistes dans leur propre pays: "Le terrorisme par la grève, dit-il, c'est terminé; Mme Thatcher a tenu un an face aux mineurs; nous n'empêcherons pas les grèves, mais les ouvriers ne seront pas payés" (le Monde, 6 novembre 1985). Pour la bourgeoisie, il faut en finir avec l'UGTT.

Le syndicat est acculé, ses locaux sont aux mains de l'ennemi. Mais l'UGTT n'a pas encore été écrasée. Car la Tunisie est une véritable poudrière. Le régime a été humilié par l'approbation qu'a donnée son parrain américain au raid meurtrier sioniste. La classe ouvrière a vu son pouvoir d'achat amputé d'un quart ces deux dernières années. Les universités sont en révolte contre le projet gouvernemental d'instaurer des concours d'entrée. Même des couches plus aisées ont été mécontentées par l'augmentation du prix de l'essence, de la vignette auto et de la taxe de sortie du territoire.

Et est encore frais le souvenir de la révolte du pain, en janvier 1984, des masses plébiennes, qui, comme la révolte de 1978, posait à brûle-pourpoint la nécessité pour la classe ouvrière de rassembler tous les opprimés derrière elle dans un assaut contre ce régime de misère et de répression.

C'est pourquoi la tâche immédiate est la défense de l'UGTT, syndicat ouvrier, contre l'attaque lancée par l'Etat bourgeois. "Comités" jaunes à la solde du pouvoir et police, hors des locaux de l'UGTT! Libérez Achour et tous les syndicalistes emprisonnés! Réintégrez tous les licenciés pour faits syndicaux! Bourguiba, bas les pattes devant l'UGTT!

COUP DE FORCE ET UNION SACREE

L'offensive gouvernementale était prévisible. Déjà, après les grèves d'octobre 1984, 2000 fonctionnaires ont été licenciés et des centaines de syndicalistes emprisonnés. C'est la bureaucratie syndicale, qui prêche le "dialogue" avec le régime et se

rallie à son union sacrée, qui a saboté une véritable riposte et qui va de reculer en reculant. Mais même le syndicalisme "pur" le plus combatif est insuffisant dans un face à face avec la puissance de l'Etat bourgeois, comme l'a montré la grève héroïque des mineurs britanniques en 1984-85. Il faut une direction armée avec un programme révolutionnaire, trotskyste, pour mener cette lutte à la victoire.

En juin 1985, les négociations salariales échouent, bien que la bureaucratie syndicale ait donné une preuve de sa "bonne volonté" en annulant la grève générale des fonctionnaires prévue pour le 7 mai. Mzali est encouragé à passer à l'attaque; le 30 août, il décide de supprimer la retenue à la source des cotisations syndicales. (Les marxistes révolutionnaires s'opposent à cette retenue qui, tout comme le "détachement" des fonctionnaires en tant que permanents syndicaux aux frais de l'Etat, ne peut que lier le syndicat à l'Etat bourgeois et le rendre encore plus vulnérable à une attaque antisindicaliste. Les cotisations doivent être collectées par les militants, les organisateurs du syndicat. C'est là aussi le moyen de construire une organisation indépendante et forte.) Et juste après, El Chaab sera suspendu pour six mois.

Le prétexte invoqué par le régime: l'attitude "négative" de l'UGTT "face au péril extérieur que connaît le pays à la suite de la crise avec la Libye". Kadhafi avait brutalement décidé l'expulsion des milliers de Tunisiens travaillant dans la "Jamahariya socialiste" -- la fin de son rêve tendant à substituer, grâce à ses rentes pétrolières, aux Libyens une main-d'oeuvre immigrée. Ensuite, Tunis s'est servi de divers incidents pour crier à la menace d'une invasion libyenne. La bourgeoisie tunisienne espérait tout simplement ramasser quelques miettes de la table de l'impérialisme US en se joignant à la croisade anti-Kadhafi de Reagan -- et matraquer l'UGTT. Les bureaucrates syndicaux ont en effet juré fidélité à la "défense de la patrie", rapportant ou annulant des grèves et repoussant toute action contre la répression. C'est uniquement pour la forme qu'ils ont protesté et continué à réclamer l'indexation des salaires sur l'inflation.

Les travailleurs tunisiens et libyens n'ont pas le moindre intérêt à répandre leur sang, ni pour le despote islamique de Tripoli, ni pour une Tunisie livrée aux généraux dans l'ombre des canonnières impérialistes. Il fallait poursuivre la lutte de classe coûte que coûte; la ligne de l'internationalisme prolétarien de défaitisme révolutionnaire des deux côtés bourgeois montre la voie pour la défense du syndicat. Mais la capitulation social-patriote des bonzes de l'UGTT a préparé la prochaine attaque: début octobre, les milices destouriennes attaquaient des locaux de l'UGTT. Le 30 octobre, la police évacuait les sièges des unions régionales de Sfax et Tunis.

La riposte spontanée des ouvriers montrait leur volonté de lutter. Des milliers de travailleurs protégeaient le siège de l'union régionale à Gabès. Les 1er et 2 novembre, la grève dans les mines et d'autres secteurs à Gafsa était effective à 90%. Partout dans le Sud -- et à Ben-Arous dans la périphérie ouvrière du sud de Tunis -- les grèves ont été un succès. Les enseignants

de l'université de Tunis se mettaient en grève; une manifestation des étudiants et lycéens était dispersée par la police.

Mais les consignes de la direction ne dépassèrent jamais le stade des grèves régionales et catégorielles, dans une situation qui exigeait rien de moins qu'une grève générale. A Tunis, la direction régionale, avec les flics à la porte, proposait... une grève de deux heures et imposait l'évacuation pacifique des locaux.

Car la bureaucratie avait hâte de reprendre le "dialogue". Le 4 décembre, elle croyait avoir conclu un marché. Le régime promettait la "normalisation": la libération des syndicalistes arrêtés, la réintégration des syndicalistes licenciés, la reprise des négociations... si Habib Achour était "déchargé" de ses fonctions. Dans les faits, le communiqué de l'UGTT acceptait tacitement son assignation à résidence. Mais le moment venu, le régime a simplement déchiré ses accords; il ne s'agissait pour lui que de gagner du temps pour préparer le prochain "round".

Pourquoi Achour est l'homme à abattre? Il est à la fois celui qui était pendant de longues années dans la direction du Parti destourien, choisi par Bourguiba lui-même, l'homme qui a dissous le Syndicat de l'enseignement secondaire pour fait de "grève politique" en 1975, qui a signé le "pacte social" pour le blocage des salaires en 1977 -- mais aussi l'homme de la démagogie "anti-impérialiste", qui menace périodiquement de former un parti "travailliste" pour concurrencer le Destour, qui a appelé à la grève générale en 1978, qui a mené le combat pour la reconquête de l'indépendance de l'UGTT après 1978.

Ce lieutenant ouvrier de la classe capitaliste défend sa propre base de pouvoir en défendant "son" syndicat. C'est pourquoi aujourd'hui défend Habib Achour, c'est défendre l'UGTT et l'indépendance organisationnelle du mouvement ouvrier contre le pouvoir bourgeois. Les travailleurs ont des comptes à régler avec Achour et les autres bureaucrates de l'UGTT, mais c'est à eux seuls que revient la tâche de balayer cette direction procapitaliste et de la remplacer par une direction révolutionnaire.

La perspective tracée par Léon Trotsky en août 1940 est d'une actualité brûlante pour le prolétariat tunisien aujourd'hui: "Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrières, celle-ci sollicite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres [...]."

"Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'Etat national et où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure, la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste. [...]"

"Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

"Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est: indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie: lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

"Le second mot d'ordre est: démocratie dans les syndicats.

"Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial.

"En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps

politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes.

"Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat" ("Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste").

Les travailleurs tunisiens ont besoin de leur parti. Non pas le parti "travailliste", réformiste, de "dialogue social" avec la bourgeoisie que promet Achour. Il faut un parti ouvrier avec un programme de lutte révolutionnaire: l'organisation de l'autodéfense ouvrière et d'une grève générale contre l'austérité et la répression bourguibiste. Un parti qui soit aussi le tribun du peuple, qui se batte pour tous les opprimés. Il ne faut pas que le mouvement ouvrier organisé laisse les étudiants, les jeunes, les chômeurs devenir la proie des démagogues de la réaction islamique. 25% de la population active est féminine. Le "statut" des femmes octroyé par le "combattant suprême" représente une fissure dans le carcan moyenâgeux imposé aux femmes du monde islamique. Un parti révolutionnaire doit s'y engouffrer pour mener la lutte pour l'émancipation des femmes par la révolution socialiste. La question des femmes est une question stratégique, de vie ou de mort, dans ces pays où il n'y a pas eu de révolution bourgeoise. L'organisation des femmes autour du programme communiste sera l'arme décisive pour écraser les sinistres projets des islamistes version Kadhafi ou Khomeiny. Il faut un parti qui fasse des combattives ouvrières du textile des dirigeantes de la classe ouvrière tout entière. Un parti qui rejette sans appel la répugnante démagogie antisémite, ce "socialisme des imbéciles" qui prend les Juifs comme boucs émissaires pour la misère du pays et les crimes de l'Etat sioniste. Un parti qui lutte pour les paysans sans terre.

Il faut un parti qui dépasse les limites étroites de la Tunisie. Les luttes qui éclatent dans un pays du Maghreb rencontrent facilement un écho dans un autre. De plus, la répression contre l'UGTT n'est pas étrangère aux efforts des impérialistes pour "aligner" le Maghreb dans une alliance antisoviétique. Mais sans un parti intégré à une internationale prolétarienne, l'"anti-impérialisme" dans un seul pays conduit tout droit au soutien aux nationalistes petits-bourgeois tiers-mondistes ou même à sa propre bourgeoisie.

Ceux qui ont la "révolution démocratique" toujours à la bouche, qui parlent de "révolution par étapes", ne peuvent que trahir les aspirations démocratiques des masses. Qu'il s'agisse du parti communiste, aplati devant Bourguiba et qui a dénoncé le "vandalisme" et le "recours aux manifestations de rue" en janvier 1984, ou les maoïstes qui prônent une forme plus "combative" de l'étapisme stalinien. La faiblesse de la bourgeoisie autochtone et le poids du prolétariat dans les pays dominés par l'impérialisme minent toute possibilité d'un régime bourgeois-démocratique stable. Parler de "démocratie" dans l'abstrait, c'est-à-dire sous le capitalisme, revient à subordonner le prolétariat aux forces bourgeoises et petites-bourgeoises -- les bourgeoisistes sans Bourguiba ou les émules de Khomeiny et de Kadhafi -- la continuation de la dictature et de la misère.

Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat peut réaliser les tâches démocratiques et répondre aux besoins de tous les opprimés. C'est pourquoi ce parti doit être armé du programme trotskyste, pour un gouvernement ouvrier et paysan -- la dictature du prolétariat.

LE BOLCHEVIK

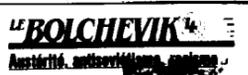
ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)
Etranger: mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

Ecrivez au Bolchévick:
B.P. 135-10 - 75463 Paris cedex 10



Anastasis, antisocialisme, anarchisme

Cinq ans de sale boulot



عمال من روتوكيو الى طالبو
لا فروسا عمال عمال الساعات

DISPONIBLE EN ARABE:

N°1 - A bas la terreur raciste! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!
N°2 - Des ouvriers de Renault-Cléon à Talbot: Pour une grève générale de l'automobile!
N°3 - Salutations spartacistes à une conférence kurde

61

Pas d'asile pour Duvalier !

14 février -- Depuis le 7 février, le dictateur Duvalier et ses plus proches complices, dont sa femme Michèle, se trouvent en France. La décence la plus élémentaire exige que ce tyran soit extradé immédiatement à Haïti pour y recevoir le châtiment qu'il mérite. Duvalier au poteau!

La France terre d'asile? Sans problème pour les Duvalier, les Bokassa et les anticommunistes en tous genres, depuis les dirigeants de Solidarnosc jusqu'au contre-révolutionnaire cubain Valladarès, accueillis à bras ouverts. De moins en moins pour les Tamouls fuyant les pogroms à Sri-Lanka ou les Basques poursuivis par la "justice" franquiste.

L'"asile provisoire" accordé à Duvalier est d'autant plus scandaleux que le gouvernement Mitterrand, de concert avec Washington, a escamoté le despote déchu dans le but de faciliter la mise en place de la junte "duvalériste sans Duvalier" et désamorcer la juste colère de la population pour sauver ce qui peut encore l'être du régime mis en place par "Papa Doc". C'est ce qu'a

d'ailleurs expliqué avec une cynisme franchise le ministre de la "Coopération" Christian Nucci: "Je crois que le peuple haïtien, qui, ce soir, est dans la rue, apporte lui aussi sa contribution aux efforts de la France pour éviter le bain de sang et essayer d'entamer un processus d'instauration de la démocratie dans ce pays [...]. Les effusions de sang n'ont que trop duré" (le Monde, 9-10 février).

L'impérialisme français, qui s'accroche avec l'énergie du désespoir à ses colonies américaines, Martinique, Guadeloupe et Guyane, cherche à jouer un rôle de "puissance régionale" pour défendre l'ordre impérialiste dans les Caraïbes, en particulier contre l'Etat ouvrier cubain. Il est certain qu'aujourd'hui le gouvernement Mitterrand ambitionne de prendre sous son aile un régime duvalériste avec une façade "démocratique". D'ailleurs, la France "socialiste" était un des rares Etats qui aient continué à soutenir "Baby Doc" et sa clique ces dernières années. Le Monde a ainsi révélé qu'au début des années 80, "Paris avait même accru son aide culturelle, scientifique et technique, qui a atteint environ 40 millions de



Sipa Press

Manifestations de joie des Haïtiens à Paris. Pas d'asile pour le tyran Duvalier!

francs, en 1984 puis en 1985" (le Monde, 8 février). Et d'après l'Humanité du 14 janvier: "Depuis qu'en 1983, continuant la politique de ses prédécesseurs, une mission du ministère de la Coopération eût visité Haïti l'année d'avant, la France y exporte deux fois plus, ses investissements sont 'protégés' en vertu d'un accord

de mai 1984, et selon un ministre haïtien à cette date les prêts de la France devaient passer de 30 à 250 millions de francs en deux ans (180 millions dès septembre 1984)."

Néocolonialisme, antisoviétisme -- à Haïti aussi, et jusqu'au bout, Mitterrand aura été fidèle à lui-même.

Haïti ...

Suite de la page 12

il y eut cinquante morts le premier jour, mais cela ne fit qu'encourager la révolte. Lundi et mardi, une grève générale avait été appelée et tous les magasins étaient fermés. Au nord de l'île, les foules affamées attaquèrent un centre CARE en quête de nourriture. La brutalité des "tontons macoutes" ramena un peu le "calme", mais tout le monde pouvait lire les inscriptions sur les murs.

"Baby Doc" avait donc déjà fait ses bagages lorsqu'il reçut de Washington le signal du départ. Son épouse Michèle Bennett, enturbannée de blanc et en élégante robe noire pour l'occasion, faisait déjà charger les bagages Vuitton et Gucci dans le Starlifter de l'armée de l'air américaine qui allait les emmener vers leur exil doré. En effet, Duvalier, qui a obtenu un visa de "huit jours" pour la France, s'en est allé rejoindre l'empereur Bokassa à qui les diamants offerts à Giscard d'Estaing ont valu un visa de "huit jours" il y a maintenant plus de deux ans. Duvalier a emmené toute sa famille, y compris son beau-père Ernest Bennett recherché par Interpol pour trafic de cocaïne.

LES COUPS D'ETAT DES "DROITS DE L'HOMME", CA VEUT DIRE MASSACRES

Les Etats-Unis, qui ont soutenu les Duvalier père et fils pendant près de trente ans, ont l'audace de faire croire que leur "junte des droits de l'homme" va établir la loi et l'ordre "démocratiques". Au Salvador aussi, en 1979, les Etats-Unis ont organisé un coup d'Etat des "droits de l'homme" pour chasser le général Romero tant haï; ils ont mis en place une "junte révolutionnaire" militaire-civile... et celle-ci s'est empressée de massacrer en masse dans les quartiers ouvriers de San Salvador. C'est cette terreur qui a pavé la voie à la guerre civile sanglante qui ravage encore le pays aujourd'hui. Les Etats-Unis tolèrent les juntes "de réforme" aussi longtemps qu'elles sauvegardent les intérêts américains. Il n'y a qu'un gouvernement ouvrier et paysan qui puisse mettre en oeuvre ne serait-ce que les revendications démocratiques les plus élémentaires. C'est la leçon de la théorie de la révolution permanente de Trotsky.

On trouve dans l'histoire de Haïti de multiples preuves qu'il est dangereux pour des forces de gauche de



Sygma

Les sinistres "tontons macoutes" doivent répondre de leurs crimes devant des tribunaux populaires.

soutenir un coup d'Etat "progressiste". On a assisté à un soulèvement révolutionnaire après la Deuxième Guerre mondiale, déclenché par la répression gouvernementale contre des manifestations étudiantes en janvier 1946. Une grève générale s'ensuivit et le régime Lescot soutenu par les Etats-Unis tomba. Le Parti communiste haïtien (PCH) forma alors un bloc avec des éléments bourgeois, le Front uni démocratique. Le Parti socialiste populaire (PSP), autre formation stalinienne pro-Moscou, en scissionna, dénonçant la "collaboration de classes" du Front avec l'oligarchie mulâtre. Mais le PSP comme le PCH donnerent leur soutien au régime de Dumarsis Estimé qui arriva au pouvoir par la suite. Quand commença la guerre froide, Estimé promulga des lois anticommunistes et réprima massivement les syndicats. Mais même cela ne suffit pas à la bourgeoisie. Estimé fut renversé en 1950 par un coup d'Etat du général Magloire qui, plus tard, devait être à son tour renversé par... François Duvalier.

Certains groupes haïtiens disent "Pas d'autre 1946", mais cela ne veut rien dire si ce n'est pas généralisé dans un programme de refus de la collaboration de classes, dans un "Pas d'autre front populaire". Et pourtant, aujourd'hui, le Parti unifié communiste haïtien (PUCH), qui succède au PSP et au PCH, nous ressort sa vieille rhétorique d'alliance entre la classe ouvrière et la bourgeoisie "progressiste" et réclame un "programme minimum qui devrait pouvoir rassembler le plus largement possible les forces patriotiques et

démocratiques qui veulent véritablement améliorer la situation nationale" (Haïti Progrès, 5 février). Le pays est en ébullition, les masses sont dans la rue et tout ce que trouve à faire le PUCH c'est de réclamer un "programme minimum" à peine différent de celui du département d'Etat US -- le duvalierisme sans Duvalier -- qui protège les intérêts de la bourgeoisie. Des "communistes" ça?

POUR LE TROTSKYSME HAÏTIEN

Le combat pour l'indépendance de classe des masses travailleuses est nécessairement international, mais c'est deux fois plus vrai en Haïti. Pour lutter contre l'austérité imposée par le FMI, il faut non seulement confronter les banques américaines et leurs alliés capitalistes dans le pays, non seulement le clan Duvalier, mais aussi les libéraux bourgeois "sociaux-démocrates" du régime du PRD dans l'autre partie de l'île, à Saint-Domingue. A la manifestation de Brooklyn, le 8 février, un de nos camarades spartacistes portait une pancarte disant: "Ouvriers de Haïti et de Saint-Domingue, à bas le FMI, pour une révolution ouvrière!" Mais les stalinien haïtiens prétendent que l'austérité du FMI opprime aussi "une bonne partie de la bourgeoisie", qu'ils rangent dans les "forces démocratiques et patriotiques". Le parti révolutionnaire haïtien ne peut se construire qu'en alliance étroite avec les ouvriers très politisés de Saint-Domingue dans l'autre moitié de l'île de Hispa-

niola et avec le gros du prolétariat haïtien dans la diaspora.

Aux Etats-Unis, les réfugiés haïtiens sont enfermés dans les camps de concentration de Reagan, dans la chaleur étouffante de Krome Avenue à Miami ou au village olympique glacial de Lake Placid. Nos camarades américains de la Spartacist League réclament les "pleins droits de citoyenneté" pour les ouvriers d'origine étrangère". La persécution des ouvriers haïtiens ne vient pas seulement du racisme viscéral de Reagan, elle exprime aussi la peur obsessionnelle de la "menace communiste" dans les Caraïbes. Quand les manifestants haïtiens crient "le Môle-Saint-Nicolas n'est pas à vendre", ils mettent le doigt sur un aspect crucial de la campagne de guerre antisoviétique et anticubaine de Reagan. Ce port est juste en face de la base navale US de Guantanamo à Cuba et, pour les Etats-Unis, le contrôle stratégique du canal du Vent pose la question fondamentale, la question russe, la question de la révolution socialiste internationale.

La révolution haïtienne de 1793-1804, qui mit en place la première république noire de l'histoire, et la libération des esclaves par le grand révolutionnaire haïtien Toussaint Louverture provoquèrent une onde de choc dans toutes les Caraïbes. Des révoltes d'esclaves éclatèrent en Jamaïque, en Guadeloupe, à Saint-Domingue et à Curaçao, ainsi que dans le Sud des Etats-Unis. Aujourd'hui, les masses haïtiennes, écrasées par des décennies de dictature à la solde des Etats-Unis et par la famine imposée par le FMI, peuvent être l'étincelle d'une révolte contre l'esclavage salarié capitaliste et pour une révolution ouvrière dans toute la région. C'est cela le programme trotskyste de révolution permanente, le programme de la tendance spartaciste internationale.

Traduit de Workers Vanguard n°397

CUBA ET LA QUESTION RUSSE

8 F
(port
inclus)

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Bureau international de la tendance spartaciste internationale

Pour la révolution politique!

Les Etats ouvriers déformés
et la théorie marxiste.
(Chine, Cuba, Indochine...)

Commande:

Le Bolchévik B.P. 135-10
75463 Paris cédex 10

Gare aux coups d'Etat "made in USA"

Haïti, la chute de Duvalier



Paul F. Gera/Reuter

Sygm

Haïti — Des manifestants portent le cercueil qu'ils destinaient au dictateur aujourd'hui déchu (à droite, à son arrivée en France). Duvalier au poteau!

"Le diable Duvalier est parti!" C'est à ces cris que la foule se pressait le 7 février dernier autour du palais présidentiel de Port-au-Prince, la capitale de Haïti. Dans la nuit noire, "Baby Doc", alias Jean-Claude Duvalier, ainsi que son élégante et hautaine épouse s'étaient dirigés dans leur BMW préférée en direction de l'aéroport où ils sont montés, avec les membres de leur suite, à bord d'un C-141 américain à destination de la France. Depuis novembre dernier, la révolte des jeunes, des ouvriers et des habitants des bidonvilles de Haïti secoue cette république noire des Caraïbes. Mais c'est finalement Washington qui s'est débarrassé de son fantôme haïtien et qui l'a remplacé par une junte militaro-civile non moins docile. D'ailleurs, pour s'assurer que tout irait bien comme prévu, la Deuxième Flotte américaine a pris position au large de Haïti pour des "manoeuvres" qui devaient commencer le 6 février.

Le départ de "Baby Doc" marque la fin de 28 ans de terreur sous la dynastie des Duvalier. C'est en manipulant démagogiquement le ressentiment des Noirs contre l'élite sociale et économique mulâtre que "Papa Doc", docteur vaudou, était arrivé au pouvoir en 1957. Duvalier père régnait par la terreur des sinistres "tontons macoutes", une armée privée qui a transformé Haïti en "république de cauchemar", selon l'expression de Graham Green dans son roman *les Comédiens*. Ce dictateur était maintenu au pouvoir grâce au soutien des Etats-Unis, et ses "tontons macoutes" étaient entraînés par l'armée US. En 1962, lorsqu'il y eut une révolte populaire, le démocrate libéral John Kennedy envoya une canonnière pour soutenir le régime. La succession de "Baby Doc" en 1971 fut parrainée par Nixon. Depuis que les Marines américains ont occupé et dirigé le pays de 1915 à 1934, Haïti est de facto un protectorat américain.

Révolution ouvrière!

Et quand vint le moment de mettre en place un nouvel homme de paille pour l'impérialisme, c'est à Washington que la décision a été prise. Le 31 janvier, au moment même où Duvalier promulgait l'état de siège, Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, annonçait à la presse que le dictateur haïtien avait fui le pays et qu'un nouveau gouvernement était en place. Ce n'était pas une "gaffe", c'était un avis d'expulsion. Pour être certain que Duvalier avait bien reçu le message, le secrétaire d'Etat Shultz l'a répété deux jours plus tard, assorti d'un appel à des élections; et l'homme fort de la Jamaïque, Seaga, (surnommé CIAga), l'homme de Reagan dans les Caraïbes, a envoyé un émissaire pour l'avertir du danger qu'il courait s'il ne quittait pas le pays.

C'est encore Washington qui, ouvertement, a concocté et mis en place la nouvelle junte. Celle-ci se compose de plusieurs duvaliéristes de la vieille garde et d'un avocat proaméricain des "droits de l'homme" pour servir de couverture démocratique. Elle est dirigée par le général Namphy, le chef d'état-major de l'armée régulière qui compte depuis longtemps parmi les fidèles de Duvalier. Le chef des "léopards", forces spéciales entraînées aux Etats-Unis, qui ont tiré sur de jeunes manifestants à Gonaïves, en fait aussi partie. La première tâche de cette junte a été d'organiser la fuite de "Baby Doc"; ensuite elle a imposé le couvre-feu de 2 heures de l'après-midi à 6 heures du matin et fermé les frontières pour empêcher les politiciens en exil de revenir au pays. C'est du duvaliérisme sans Duvalier.

Le départ de Duvalier a provoqué une explosion de joie dans la communauté haïtienne en exil en Amérique du Nord. A Little Haïti à Miami, on dansait dans les rues. A Brooklyn, près de New York, 15000 Haïtiens ont manifesté tout l'après-midi. Mais il y a, au milieu des cris de joie, beaucoup de méfiance vis-à-vis de la nouvelle junte. Les femmes, qui depuis des années voient leurs fils et leurs maris disparaître mystérieusement aux mains des "tontons macoutes", étaient particulièrement combatives. La presse communiste est bien reçue: à la manifestation de Brooklyn, 650 journaux spartacistes ont été vendus, dont 250 numéros du *Bolchévik*. Nos pancartes "Macoutes au poteau, ouvriers au pouvoir" ont reçu un accueil chaleureux.

Ouvriers haïtiens, prenez garde aux coups d'Etat "made in USA"! Plus d'une centaine de personnes ont été tuées par l'armée qui essayait de protéger les "tontons macoutes" de la juste vengeance de leurs victimes. Il faut des tribunaux populaires pour soumettre à la justice révolutionnaire les assassins professionnels du régime de Duvalier. C'est une revendication démocratique urgente. De même, il faut une assemblée constituante révolutionnaire pour chasser la junte et extirper les racines de la dictature qui a opprimé les masses haïtiennes durant des dizaines d'années. Mais il n'y aura pas de démocratie pour les travailleurs sans révolution ouvrière qui donnera une direction aux masses paysannes misérables et qui doit s'étendre à toute la Caraïbe, jusqu'aux centres impérialistes. Elle doit être dirigée par un parti d'avant-garde léniniste-

troussyste, dont les futurs cadres se trouvent aujourd'hui parmi les milliers d'ouvriers haïtiens dans la diaspora, surtout à New York et à Montréal.

LA REVOLTE DES MASSES S'EMPARA DE HAÏTI

La dernière vague de révolte a commencé dix jours avant la chute de Duvalier. A la fin d'une messe dominicale, dans une ville au nord, Cap-Haïtien, une voix solitaire s'éleva et cria "A bas Duvalier" et toute l'assistance reprit ce cri. Bientôt, 30000 personnes envahirent les rues. La route nationale qui va de Port-au-Prince à Cap-Haïtien, celle-là même où "Baby Doc" faisait ses courses automobiles, fut bloquée à plusieurs reprises par les masses en colère. Mais les manifestants semblaient compter beaucoup sur les Etats-Unis, l'armée et l'Eglise catholique, et c'est dangereux. On voyait souvent agiter des drapeaux américains et des slogans comme "Viv lamé Dayiti" (Vive l'armée d'Haïti) -- demandant en fait à l'armée et à Reagan d'organiser un coup d'Etat; c'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait. (C'est aussi ce que réclamaient les politiciens démocrates-chrétiens Hubert de Ronceray et Grégoire Eugène.) Les radios catholiques et les prêtres ont déclenché la révolte, mais maintenant que Duvalier est parti, l'archevêque Ligonde met les masses en garde contre le "danger communiste".

Quand Washington annonça prématurément le départ de Duvalier, celui-ci avait réagi en faisant le tour de la capitale. "Nous sommes ici forts et fermes comme une queue de singe" ("nou kampé réd tankou you ké makak") déclarait-il en créole. Il envoya, pour écraser la révolte, ses "tontons macoutes" dont les initiales VSN signifient, dit-on, vagabonds sans nation. A Port-au-Prince,

Suite page 11